

6° pour les élevages de lapins :

- a) 20 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 101 à 200 animaux;
- b) 35 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 201 à 300 animaux;
- c) 45 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 301 à 400 animaux;
- d) 105 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 401 animaux ou plus;

7° pour les élevages de chevaux :

- a) 13 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 10 à 20 animaux;
- b) 30 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 21 à 50 animaux;
- c) 63 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 51 à 100 animaux;
- d) 119 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 101 à 150 animaux;
- e) 205 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 151 animaux ou plus.

La contribution pour les couvoirs comprend d'une part un forfait par collecte de 25 euros et d'autre part un forfait par poids collecté de 78,44 euros/tonne.

Les montants fixés par le présent arrêté sont hors T.V.A.

La densité moyenne est déterminée sur la base de la densité moyenne du bétail telle qu'elle figure dans la déclaration pour 2005, conformément à l'article 3 du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais.

Il se pourrait que le même élevage doive payer la somme des forfaits pour plusieurs espèces animales.

**Art. 2.** En cas de reprise d'un élevage, le nouveau propriétaire doit payer les frais d'abonnement sur la base de la déclaration à la Mestbank' de cette entreprise faite par son ancien propriétaire.

**Art. 3.** Les producteurs de déchets animaux qui ne figurent pas à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mai 1995 concernant la collecte et la transformation des déchets animaux, tel qu'il a été modifié à plusieurs reprises, et qui ne font pas l'objet de tarifs d'abonnement, doivent conclure eux-mêmes un contrat financier avec un transformateur agréé.

**Art. 4.** Si les producteurs intéressés de déchets animaux, au sens des articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté, n'ont contracté aucun abonnement, tel que prévu par les présents articles, la collecte et la transformation sont effectuées par le collecteur agréé à un prix par prestation. Le tarif maximal prescrit dans l'agrément du collecteur par le Ministre flamand chargé de l'Environnement, peut alors être appliqué.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006, et est valable jusqu'au 31 décembre 2006.

Bruxelles, le 23 mars 2006.

K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1674

[2006/201390]

#### 30 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par le décret du 18 décembre 2003 et par le décret-programme du 3 février 2005, notamment les articles 32, 33, 36, § 1<sup>er</sup>, et 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004;

Vu l'avis de la CWaPE CD-5i06-CWaPE-102 du 13 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 21 septembre 2005;

Vu l'avis 39.621/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2006, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition de la Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement son article 3, conformément à son article 33, § 3.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2° "Administration" : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie;

3° "Commission" : la commission locale d'avis de coupure instituée par l'article 46 du décret;

4° "médiateur de dettes" : les institutions agréées en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

5° "Fonds Energie" : fonds visé à l'article 37 du décret;

6° "compteur à budget" : le compteur de gaz permettant le prépaiement des consommations d'énergie via une carte rechargeable (ou tout autre système équivalent);

7° "règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution" : arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz en Région wallonne et l'accès à ceux-ci;

8° "code NACE-BEL" : nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques dans un cadre européen harmonisé et imposée par le Règlement CEE n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes;

9° "zone de distribution de gaz" : zone où le gaz est considéré comme disponible, c'est-à-dire, zone où la distance entre le point de prélèvement et le réseau de distribution est inférieure à 25 m;

10° "code EAN" : champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès (European Article Number);

11° "registre d'accès" : le registre visé à l'article 2, 37°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2004 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz et l'accès à ceux-ci;

12° "proposition tarifaire" : la proposition visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13°, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédure en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires de réseaux.

## CHAPITRE II. — *Obligations de service public spécifiques aux fournisseurs*

### Section 1<sup>re</sup>. — En matière de régularité, qualité et facturation des fournitures

**Art. 3.** Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours ouvrables à toute demande de fourniture introduite par un client et de lui remettre une proposition de contrat de fourniture. Lorsque ce client est un client résidentiel, la proposition de contrat contient toutes les dispositions relatives aux clients protégés, au compteur à budget et à la procédure en cas de défaut de paiement.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de fourniture contient, au minimum, les informations suivantes :

- a) la raison sociale et le siège social du fournisseur;
- b) l'identité et l'adresse du gestionnaire de réseau auquel le client final est raccordé;
- c) le numéro EAN identifiant le point d'accès concerné;
- d) les services fournis ainsi que, le cas échéant, les niveaux de qualité des services offerts et le délai nécessaire au raccordement initial;
- e) la date d'entrée en vigueur du contrat;
- f) la durée du contrat, les conditions de renouvellement et de dénonciation du contrat;
- g) les prix unitaires, à la date d'entrée en vigueur du contrat, des différentes composantes de la fourniture qui font l'objet de la facture, conformément à l'article 7;
- h) l'éventuelle formule d'indexation du prix du kWh qui sera applicable pendant la durée du contrat et la valeur des paramètres d'indexation lors de son entrée en vigueur;
- i) les moyens par lesquels les informations actualisées sur les paramètres d'indexation, les tarifs applicables et les redevances, cotisations et surcharges peuvent être obtenues;
- j) les compensations et les formules de remboursement éventuellement applicables dans les cas où les niveaux de qualité des services prévus dans le contrat ne sont pas atteints;
- k) les modalités de paiement des factures;
- l) les dispositions applicables en cas de défaut de paiement;
- n) la procédure de règlements des litiges.

§ 2. Les informations visées au § 1<sup>er</sup> doivent être fournies avant la conclusion du contrat, qu'il soit conclu directement avec le fournisseur ou via un intermédiaire.

§ 3. Toute modification des conditions contractuelles est notifiée au client final au plus tard deux mois avant son entrée en vigueur. Cette notification mentionne les conditions de dénonciation du contrat.

§ 4. Tout client final est libre de dénoncer un contrat s'il n'accepte pas les nouvelles conditions qui lui sont notifiées par son fournisseur de gaz.

§ 5. Le fournisseur notifie son contrat type de fourniture et toute modification l'affectant à la CWaPE. Aucun contrat type ne peut entrer en vigueur sans avoir été préalablement notifié à la CWaPE.

§ 6. Les dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 5 ne sont pas applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution, lorsqu'ils sont fournisseurs d'un client final au titre du présent arrêté.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le fournisseur veille à assurer la fourniture ininterrompue de gaz à ses clients finals, dans les quantités demandées par ceux-ci.

§ 2. Afin de respecter l'obligation définie au § 1<sup>er</sup>, le fournisseur est tenu d'acheter la quantité de gaz nécessaire correspondant à la consommation de ses clients finals.

Il conclut, à la demande de ses clients finals, les contrats, définis dans les règlements techniques pour la gestion des réseaux de distribution, avec les gestionnaires de réseaux concernés pour l'accès à ces réseaux et leur utilisation.

**Art. 6.** Le fournisseur est tenu de fournir tout client résidentiel qui en fait la demande, à des conditions non-discriminatoires.

Au sens de l'alinéa précédent, est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence.

Constitue une différence de traitement raisonnablement justifiée, le fait pour un fournisseur de tenir compte, dans sa proposition de contrat, des risques encourus au cas où un client, qui souhaite contracter avec lui, présente des risques exceptionnels.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les factures comprennent au moins les mentions suivantes, le cas échéant, dans une annexe :

- 1° le numéro EAN du point d'accès;
- 2° la période couverte par le décompte;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celle-ci;
- 4° le nombre de kWh consommés pendant la période couverte;
- 5° le prix du kWh, hors T.V.A.;
- 6° la valeur des éventuels paramètres d'indexation;
- 7° le coût au kWh et la redevance totale d'accès aux réseaux de transport et de distribution, hors T.V.A.;
- 8° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A.;
- 9° le prix total du kWh (comprenant les éléments sous 5°, 7° et 8°), hors T.V.A.;
- 10° le montant global de la facture, hors T.V.A.;
- 11° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;
- 12° le numéro de téléphone du service à contacter 24 h/24 h en cas de suspicion de fuite de gaz ou en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes :

- 1° le numéro EAN du point d'accès;
- 2° la période couverte par le décompte;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci;
- 4° le montant global de la facture, hors T.V.A.;
- 5° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;
- 6° le numéro de téléphone du service à contacter 24 h/24 h en cas de suspicion de fuite de gaz ou en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau.

**Art. 8.** Lorsque le fournisseur alimente un client résidentiel par un système de cartes rechargeables pouvant être alimentées via le système visé à l'article 18, il fournit à son client une liste des points de vente et d'alimentation de la carte rechargeable, en précise les modalités d'alimentation et invite le client à joindre les services du gestionnaire de réseau concerné pour la fourniture de cartes, l'initialisation ou toute modification de celles-ci.

**Art. 9.** Le fournisseur peut, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, demander au gestionnaire du réseau de suspendre la fourniture d'un client en cas de fraude prouvée d'un client.

En cas de fraude, la fourniture peut être suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, des frais de suspension de la fourniture et des frais encourus lors de son rétablissement.

**Art. 10.** Avec un préavis minimum d'un mois, le fournisseur informe le gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, de la date de cessation de tout contrat de fourniture.

#### Section 2. — En matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, un bilan récapitulatif. Ce bilan vise à fournir au client un outil d'analyse des consommations énergétiques.

Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel, le bilan récapitulatif accompagne la facture annuelle et reprend la consommation des douze mois précédant le relevé.

Pour les clients dont le relevé de consommation est mensuel, le bilan récapitulatif est envoyé avec la facture annuelle de régularisation et reprend la consommation relative aux douze derniers mois.

§ 2. Dans la mesure où ils ne sont pas repris dans les documents accompagnant la facture envoyée au client final, le bilan récapitulatif mentionne obligatoirement :

- 1° les consommations, la période sur lesquelles elles portent ainsi que le prix moyen global du kWh, toutes taxes, redevances, surcharges et cotisations comprises, consommé au cours de la période de douze mois précédant le relevé, conformément au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'au cours des deux périodes de douze mois antérieures, dans la mesure où le client final était effectivement fourni par ce fournisseur;
- 2° pour les clients résidentiels, la consommation moyenne de clients types, telle que définie par la CWaPE, similaire à celle du client final et présentée sous forme graphique avec mention de la position de ce dernier par rapport à cette consommation moyenne.

§ 3. Le bilan récapitulatif mentionne les redevances, surcharges et cotisations perçues par les pouvoirs publics, hors T.V.A., en les répartissant sur une base fédérale ou régionale, en indiquant leur libellé légal.

§ 4. La CWAaPE approuve le modèle du bilan récapitulatif transmis par chaque fournisseur.

**Art. 12.** Après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les documents visés aux articles 7 et 11.

**Art. 13.** Les fournisseurs sont tenus :

1° de diffuser avec les factures visées à l'article 7 tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie;

2° d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables, conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret.

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 14.** Le remboursement des primes visées à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est pris en charge par le Fonds Energie.

### CHAPITRE III. — Obligations de service public spécifiques aux gestionnaires de réseaux

#### Section 1<sup>re</sup>. — En matière de sécurité, régularité et qualité d'approvisionnement

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Raccordement individuel, accès et compteurs à budget

**Art. 15.** L'ouvrage de raccordement individuel, c'est-à-dire destiné à alimenter un seul point d'accès, comprend le branchement individuel connecté à la canalisation de distribution éventuellement via un branchement collectif, ainsi que le dispositif de comptage.

**Art. 16.** Lorsque le client est dans une zone de distribution de gaz, le gestionnaire du réseau est tenu de répondre à toute demande de raccordement individuel, conformément aux dispositions des règlements techniques pour la gestion du réseau de transport local et des réseaux de distribution.

Conformément à l'article 32, 3°, c, du décret, seul le coût de la portion du branchement individuel éventuellement nécessaire pour compléter le raccordement standard vers le réseau est à charge du client.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau de distribution place un compteur à budget chez le client résidentiel qui en fait la demande, directement ou via son fournisseur, dans les trente jours de la demande.

Le gestionnaire de réseau notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors du placement du compteur à budget, s'il échet.

§ 2. Le coût du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau, qui en est le propriétaire.

§ 3. Le coût du placement du compteur à budget est à charge du client.

§ 4. Le client peut choisir d'apurer le coût visé au paragraphe précédent à l'aide d'un paiement comptant ou d'un paiement fractionné.

Lorsque le client souhaite un paiement fractionné, le gestionnaire de réseau lui adresse une facture assortie d'un plan de paiement. La durée et les modalités de ce plan de paiement sont fixées par le ministre sur proposition de la CWaPE.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. En concertation avec la CWaPE et les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux sont responsables de la conception, de la mise en oeuvre et de l'exploitation d'un système commun de rechargement du compteur à budget valable sur l'ensemble du territoire et permettant, au minimum pendant les heures ouvrables, le rechargement du compteur dans chaque commune qui comporte au moins une zone de distribution de gaz à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au plus tard.

Après un an de fonctionnement et d'évaluation, les gestionnaires de réseaux veilleront à adapter le nombre de points de mise à disposition de ce système afin de faire face au nombre réellement constaté de chargements.

§ 2. Tant que le système visé au § 1<sup>er</sup> n'est pas mis en place, le gestionnaire de réseau de distribution veille à ce que chaque local ouvert au public et disposant d'au moins un point d'alimentation du système à budget, soit ouvert au minimum pendant les heures ouvrables.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le gestionnaire de réseau exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution en vue d'assurer, sauf cas de force majeure, un accès ininterrompu ou conforme aux modalités d'interruptibilité à un débit-horaire et une pression d'alimentation stables, conformes aux spécifications énoncées dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution, aux clients finals connectés au réseau dont il assure la gestion.

§ 2. En cas de coupure programmée, le gestionnaire de réseau informe les clients concernés, conformément aux délais et procédures définies dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution.

Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau doit être rétablie dans les meilleurs délais.

§ 3. Sauf cas de force majeure, la réparation intégrale de tout dégât causé, par la faute, en ce compris le défaut de précaution du gestionnaire de réseau, aux installations du client pour cause de perturbation de la pression, de coupure anormalement prolongée par rapport aux dispositions du règlement technique et des contrats, est à charge du gestionnaire du réseau. L'avis motivé de la CWaPE peut être sollicité quant au caractère anormalement prolongé de la coupure. La CWaPE formule cet avis motivé après avoir entendu les parties en cause.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau de distribution fournit aux utilisateurs du réseau ou à toute personne mandatée par eux les informations dont ils ont besoin pour un accès efficace au réseau.

§ 2. En particulier et en vue d'assurer la continuité de la fourniture tout en permettant à un client final d'exercer son éligibilité, le gestionnaire de réseau est tenu de fournir, dans un délai maximum de huit jours ouvrables, les informations de comptage permettant à un fournisseur de faire une offre de prix pour la fourniture de gaz à un client final.

Les données sont transmises à la demande du client final ou de toute personne mandatée par lui.

La fourniture des données visées au présent paragraphe fait l'objet d'une tarification introduite dans les propositions tarifaires des gestionnaires de réseaux.

§ 3. A titre transitoire, le délai prévu au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est porté à seize jours ouvrables entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2007.

**Art. 21.** Lors du raccordement d'un client, le gestionnaire de réseau transmet à ce client tout document, prescrit par le ministre, relatif aux mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

**Art. 22.** Le gestionnaire du réseau peut suspendre la fourniture en cas de fraude prouvée d'un client. Il en informe sans délai le fournisseur, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information.

La fourniture peut être suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, des frais de suspension de la fourniture et des frais encourus lors de son rétablissement.

**Art. 23.** Suite à la notification prévue à l'article 10, le gestionnaire du réseau de distribution modifie les données du registre d'accès relatives au code EAN concerné.

En l'absence de notification d'un nouveau fournisseur pour ce code à partir de la date de cessation du contrat de fourniture précédent, il procède sans délai à la coupure du raccordement.

#### Sous-section 2. — Extension du réseau

**Art. 24.** Les extensions du réseau sont constituées des nouvelles conduites de distribution et des branchements collectifs qui ne constituent pas des raccordements individuels et qui visent à répondre adéquatement aux besoins de développement du réseau concerné.

**Art. 25.** Lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs, sur base d'une étude commerciale, informent le gestionnaire de réseau que des clients potentiels souhaitent un raccordement au gaz, ils présentent un dossier de demande d'extension du réseau au gestionnaire de réseau.

Ce dossier comprend notamment :

- 1° un plan de situation des raccordements potentiels à réaliser;
- 2° les spécificités techniques éventuelles relatives à l'alimentation d'un ou plusieurs clients, y compris les modalités de prélèvement;
- 3° une copie (éventuellement expurgée des données commercialement sensibles et non indispensables à l'étude du dossier) des engagements écrits des consommateurs potentiels mentionnant notamment les prévisions de consommation des clients concernés;
- 4° une estimation de la demande potentielle additionnelle, non encore confirmée par des engagements écrits de la part de clients potentiels, accompagnée de la méthode de calcul et des hypothèses sous-jacentes.

**Art. 26.** Le ou les dossier(s) visé(s) à l'article 25, élaboré(s) en deux exemplaires, est (sont) transmis au gestionnaire de réseau, soit par recommandé postal, soit sous format informatique avec accusé de réception. Le gestionnaire de réseau dispose de 30 jours pour requérir des informations complémentaires; passé ce délai, la demande est réputée complète. En cas de requêtes successives de précisions que les demandeurs jugeraient infondées et dilatoires, ceux-ci peuvent solliciter l'intervention de la CWaPE.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau informe les demandeurs du délai d'examen nécessaire; ce délai ne peut excéder trois mois à dater de la réception définitive de la demande.

Le gestionnaire de réseau prend en considération tous les dossiers introduits pendant les douze derniers mois écoulés et toujours en cours afin de déterminer le caractère économiquement justifié de l'extension projetée. Il prend également en considération les extensions ou les projets d'extensions qui sont géographiquement contigus.

Le caractère économiquement justifié est calculé sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'extension en ce compris les raccordements individuels projetés.

Pour calculer la rentabilité, le gestionnaire de réseau met en relation les recettes supplémentaires escomptées par les nouveaux raccordements avec les dépenses liées à l'extension projetée, selon la méthode définie au § 3.

§ 2. Le gestionnaire de réseau notifie sa décision favorable ou défavorable à l'extension dans les dix jours de la fin de l'examen du dossier.

Si l'examen a conclu à une extension non économiquement justifiée, et sans préjudice de l'article 32, 3<sup>o</sup>, b, alinéa 4, du décret, les demandeurs peuvent introduire un recours contre la décision du gestionnaire de réseau auprès de la CWaPE, qui statue dans les cinquante jours de la réception du recours.

§ 3. La rentabilité d'une extension donnée est calculée suivant la méthode de la valeur actuelle nette. Le ministre précise les modalités détaillées d'application de cette méthode, ainsi que les paramètres à prendre en compte.

**Art. 28.** Le gestionnaire de réseau analyse, conformément à la méthode définie à l'article 27, § 3, les demandes d'extension de réseau en provenance de tout tiers intéressé.

#### Section 2. — En matière de collecte des données

**Art. 29.** Le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE, pour le 31 mars de chaque année, les données suivantes relatives à l'année civile écoulée. Celles-ci sont fournies par voie électronique, selon le formulaire fourni par la CWaPE :

1° le nombre de points de prélèvements et la consommation globale ventilés par type de clients (professionnels et résidentiels), et pour les clients professionnels, par secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres ou, à défaut, tel que défini par l'Administration;

2° les coordonnées (code EAN et adresse), classées par ordre décroissant de consommation, des clients professionnels raccordés ainsi que leur secteur d'activité tel que défini au 1<sup>o</sup>;

3° les kWh injectés sur le réseau par toute installation de production connectée à ce réseau;

4° les kWh injectés et prélevés sur tout autre réseau;

5° le nombre, la cause, localisation et durée des coupures d'alimentation par niveau de pression;

6° toute information relative aux extensions des réseaux.

La CWaPE transmet sans délai ces données à l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Obligations de service public à caractère social**Section 1<sup>re</sup>. — Fourniture aux clients protégés*

**Art. 30.** Lorsque, en vertu de l'article 9 du décret, le gestionnaire de réseau fournit un client protégé, il est considéré comme fournisseur du client protégé.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur, par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale. Le client protégé annexe à son courrier toute pièce justificative nécessaire.

Après avis de la CWaPE, le ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, la demande pour bénéficier du statut de client protégé, doit être renouvelée toutes les cinq années. En ce cas, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 du même décret, la demande est renouvelée chaque année. En ce cas, le document est complété soit par le centre public d'action sociale, soit par le médiateur de dettes.

§ 3. Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

*Section 2. — Procédure applicable au client résidentiel en cas de non-paiement*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture à l'échéance prévue, le fournisseur envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1<sup>o</sup> la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2<sup>o</sup> la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3<sup>o</sup> la faculté de demander au gestionnaire de réseau de placer un compteur à budget;

4<sup>o</sup> la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit, sauf refus explicite du client, la communication de son nom au centre public d'action sociale.

La lettre de rappel mentionne également explicitement les modalités qui s'appliquent à la clientèle protégée, et notamment les conditions de prise en charge par le gestionnaire de réseau du placement du compteur à budget.

§ 2. La lettre de rappel type visée au § 1<sup>er</sup> est soumise à l'approbation de la CWaPE qui dispose de trente jours ouvrables pour se prononcer.

**Art. 33.** Lorsque, à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 32, le client n'a pas soit :

1<sup>o</sup> acquitté le montant de la facture;

2<sup>o</sup> demandé le placement d'un compteur à budget;

3<sup>o</sup> conclu un plan de paiement avec le service compétent du fournisseur;

4<sup>o</sup> informé le fournisseur, sur base d'une attestation du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé, des négociations entreprises pour conclure un plan de paiement; le fournisseur lui adresse par recommandé, une mise en demeure.

Ce courrier précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme en défaut de paiement et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office.

*Section 3. — Défaut de paiement d'un client résidentiel et placement du compteur à budget*

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un client est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur adresse, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au gestionnaire de réseau une demande de placer chez ce client un compteur à budget. Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur joint les documents visés à l'article 31.

§ 2. A la même date, le fournisseur adresse une copie de cette demande au client et l'informe que, sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours, ses coordonnées seront notifiées au centre public d'action sociale.

§ 3. Sauf opposition du client, le fournisseur transmet les coordonnées de ce client dans les dix jours de la demande de placement du compteur à budget au centre public d'action sociale.

§ 4. Si le client en défaut de paiement refuse ou entrave le placement d'un compteur à budget dans le cadre de la procédure définie au présent article, sa fourniture de gaz sera suspendue par le gestionnaire du réseau, à la requête du fournisseur.

Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement ultérieur de la fourniture sont à la charge du client.

§ 5. Lorsque le client en défaut de paiement est un client protégé, le gestionnaire de réseau est chargé de fournir ce client à dafer du placement du compteur à budget.

§ 6. Le ministre détermine la procédure de placement du compteur à budget.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un client disposant d'un compteur à budget dont le module de prépaiement est désactivé est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur enjoint le gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, de faire modifier, dans les quinze jours de la notification, les paramètres de la carte rechargeable du client, ou tout autre système équivalent, en vue d'activer le système à prépaiement. Le fournisseur informe sans délai le client et le centre public d'aide sociale de la demande adressée au gestionnaire de réseau.

§ 2. Si le client en défaut de paiement refuse ou entrave l'activation d'un compteur à budget dans le cadre de la procédure définie au présent article, sa fourniture d'électricité est suspendue par le gestionnaire du réseau, à la requête du fournisseur.

Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement ultérieur de la fourniture sont à la charge du client.

§ 3. Dès l'activation de la fonction à prépaiement, le gestionnaire de réseau est chargé de la fourniture si le client est protégé.

§ 4. Le ministre détermine la procédure d'activation de la fonction à prépaiement.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de l'article 17, §§ 2, 4 et 5, sont applicables dans le cadre de la demande visée à l'article 34, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le respect des tarifs de raccordement approuvés par la CREG, la quote-part du client en défaut de paiement dans le coût du placement du compteur à budget ne peut être supérieure, toutes taxes comprises, à un montant de 150 EUR indexé.

§ 3. Toutefois, lorsque le client en défaut de paiement est un client protégé, le coût du placement du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau.

**Art. 37.** Le fournisseur informe le client du montant exact de la dette existante au moment du placement du compteur à budget, en ce compris les frais de procédure antérieure au placement du compteur à budget. Le recouvrement de cette dette ne peut en aucun cas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure au placement du compteur à budget.

**Art. 38.** Lorsqu'un client a remboursé les dettes liées à sa consommation de gaz, il peut demander à son fournisseur de faire désactiver gratuitement le système à prépaiement.

**Art. 39.** La procédure visée aux articles 34 à 37 peut être suspendue à tout moment en cas d'accord des parties quant au paiement de la dette. Le non-respect d'un plan de paiement relatif au règlement de la dette, notifié par recommandé au client, entraîne de plein droit la reprise de la procédure en l'état.

**Art. 40.** Lorsque le client protégé n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget pendant la période située entre le 15 novembre et le 15 mars pour la résidence qu'il occupe à titre de résidence principale, il en informe par écrit le gestionnaire de réseau de distribution. Ce dernier saisit la Commission.

Dans l'intervalle de la décision de la Commission, le gestionnaire de réseau de distribution délivre sans délai des cartes d'alimentation, ou tout autre système équivalent, permettant de rencontrer les besoins du client protégé. Le montant associé à cette fourniture reste à charge du client protégé.

Sur base de la situation du client, la Commission statue sur la poursuite de la fourniture pour la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur sa période d'application et sur la prise en charge du coût lié à celle-ci avant sa décision d'une part et après sa décision, d'autre part.

Le Fonds Energie prend en charge le coût des fournitures de gaz conformément à la décision de la Commission. Dans un tel cas, le client reste redevable de 30 % de la facture liée à ces consommations, la décision précise le volume de gaz mis à disposition et les données ayant abouti à cette estimation, ainsi que la période d'application.

Le maintien du mécanisme visé à l'alinéa 2 et l'intervention du Fonds Energie sont exclus lorsque la Commission conclut à la mauvaise volonté manifeste du client.

#### CHAPITRE V. — *Contrôle de la CWaPE*

**Art. 41.** La CWaPE peut requérir des fournisseurs et gestionnaires de réseaux toute information et tout document nécessaires aux fins de procéder au contrôle du respect de leurs obligations de service public. La CWaPE peut procéder au contrôle sur place.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Avant le 31 mars de chaque année, le fournisseur transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;

2° le nombre de rappels;

3° le nombre de mises en demeure;

4° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés et non-protégés;

5° le nombre de plans de paiement admis et le paiement mensuel moyen;

6° le nombre de plans de paiement non suivis;

7° le nombre de dossier transmis aux centres publics d'aide sociale;

8. le nombre de demandes de placement de compteurs à budget en distinguant les placements à la demande du fournisseur, du client ou du client protégé ainsi que le nombre de placements effectifs;

9° le montant de la dette moyenne au moment du placement du compteur à budget;

10° toute autre donnée agrégée déterminée par la CWaPE.

§ 2. Avant le 31 mars de chaque année, le gestionnaire du réseau transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;

2° le nombre de placements de compteurs à budget en distinguant les placements à la demande du fournisseur, du client ou du client protégé.

**Art. 43.** Conformément à l'article 36, § 2, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, la CWaPE réalise un rapport détaillé quant à l'exécution des obligations de service public imposées aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 44.** Par dérogation au délai de placement du compteur à budget visé aux articles 17 et 34, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du chapitre IV, section III, du présent arrêté, le gestionnaire du réseau réalise le placement du compteur à budget dans les meilleurs délais.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Tant que les dispositions de la section III du chapitre IV du présent arrêté ne sont pas entrées en vigueur, le présent article sera applicable.

§ 2. Lorsqu'un client résidentiel est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur lui adresse un courrier précisant la procédure de suspension de la fourniture de gaz. Il saisit simultanément la Commission.

Le fournisseur ne peut suspendre la fourniture de gaz au client résidentiel avant d'avoir pris connaissance de la décision de la Commission.

§ 3. Dans les trente jours de la saisine, la Commission remet un avis à propos de la décision du fournisseur de suspendre la fourniture.

A cette fin, le client résidentiel doit être obligatoirement convoqué par lettre recommandée, pour être entendu s'il le souhaite et peut se faire assister ou représenter par un conseiller. Le fournisseur doit être présent ou représenté. La Commission peut décider valablement si le client ne s'est pas présenté à la date fixée dans la convocation.

La Commission statue à la majorité des membres. En cas de partage des voix, l'avis défavorable à la coupure l'emporte. L'avis de la Commission est adressé dans les sept jours par recommandé au client résidentiel et au fournisseur.

§ 4. En cas d'avis favorable à la coupure, celle-ci peut survenir au plus tôt cinq jours après la date d'envoi du recommandé visé au § 3. Le client est informé de la date par le fournisseur, au moyen d'un courrier ordinaire.

§ 5. En cas d'avis défavorable à la coupure, celui-ci sera accompagné d'une proposition déterminant les échéances et le fractionnement des créances à rembourser par le client résidentiel. Celui-ci doit s'engager à respecter ce plan de remboursement.

§ 6. Si le client résidentiel ne s'engage pas à respecter le plan de remboursement ou ne respecte pas son engagement, la suspension de fourniture pourra être effective.

A cette fin, le fournisseur adresse un courrier au client résidentiel l'informant de la date de la suspension de fourniture. La suspension ne peut survenir avant un délai de cinq jours à dater de cette notification.

§ 7. Aucune coupure d'un client résidentiel ne peut intervenir entre le 15 novembre et le 15 mars. Si des conditions climatiques particulières le justifient, le ministre peut étendre cette période.

Les fournitures comptabilisées au cours de la période du 15 novembre au 15 mars restent à charge du client résidentiel.

**Art. 46.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 47.** Le présent arrêté entre en vigueur soixante jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre IV, section III, dont l'entrée en vigueur est fixée par le ministre.

**Art. 48.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1674

[2006/201390]

#### 30. MÄRZ 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003 und durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 32, 33, 36 § 1 und 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2004;

Aufgrund des am 13. September 2005 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" ("CWaPE") (Wallonische Kommission für Energie) CD-5i06-CWaPE;

Aufgrund des am 21. Mai 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Februar 2006 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 39.621/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Allgemeines

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Umsetzung der Richtlinie 2003/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG gemäß ihrem Artikel 33 § 3 gewährleistet, ganz besonders ihr Artikel 3.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie;

3° "Kommission,": die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung, die durch Artikel 46 des Dekrets eingerichtet worden ist;



4° "Schuldenvermittler": die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen zugelassenen Einrichtungen und die in Artikel 1675/17 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler;

5° "Energiefonds": der in Artikel 37 des Dekrets erwähnte Fonds;

6° "Budgetzähler": der Gaszähler, durch den der Energieverbrauch über eine wiederaufladbare Karte (oder jegliches gleichwertige System) im Voraus bezahlt werden kann;

7° "technische Regelung für den Betrieb der Verteilernetze": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für den Betrieb der Gasverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen;

8° "NACE-BEL-Verzeichnis": die von dem Landesinstitut für Statistik in einem harmonisierten europäischen Rahmen ausgearbeitete statistische Systematik der Tätigkeiten, die von der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, auferlegt wird;

9° "Gasverteilungsgebiet": Gebiet, in dem das Gas als verfügbar erachtet wird, das heißt, das Gebiet, in dem der Abstand zwischen der Entnahmestelle und dem Verteilernetz unter 25 m liegt;

10° "EAN-Code": ein einziges 18-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation einer Zugangsstelle (European Article Number);

11° "Zugangsregister": das in Artikel 2 37° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2004 über die technische Regelung für den Betrieb der Gasverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen erwähnte Register;

12° "Tarifvorschlag": der in Artikel 1 13° des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 2002 über die allgemeine Tarifstruktur und die Grundprinzipien und Verfahren in Sachen Tarife für den Anschluss an die Verteilernetze und für deren Benutzung, für die von den Betreibern dieser Netze erbrachten Hilfsdienste und in Sachen Buchhaltung der Betreiber der Verteilernetze erwähnte Vorschlag.

## KAPITEL II — Spezifische Verpflichtungen öffentlichen Dienstes für die Versorger

### Abschnitt 1 — In Sachen Regelmäßigkeit, Qualität und Berechnung der Lieferungen

**Art. 3** - Der Versorger ist verpflichtet, jeglichen von einem Kunden eingereichten Lieferungsantrag innerhalb von zehn Werktagen zu beantworten und ihm einen Liefervertrag anzubieten.

Wenn dieser Kunde ein Haushaltskunde ist, enthält der Vertragsvorschlag alle Bestimmungen in Bezug auf geschützte Kunden, auf Budgetzähler und auf das Verfahren bei Nichtzahlung von Rechnungen.

**Art. 4** - § 1 - Der Liefervertrag enthält mindestens folgende Informationen:

- a) die Gesellschaftsbezeichnung und der Gesellschaftssitz des Versorgers;
- b) die Identität und die Anschrift des Netzbetreibers, bei dem der Endverbraucher angeschlossen ist;
- c) die EAN-Nummer, die den betroffenen Zugangspunkt erkennbar macht;
- d) die geleisteten Dienste sowie, gegebenenfalls, die Qualitätsstufen der angebotenen Dienste und die für den ursprünglichen Anschluss notwendige Frist;
- e) das Inkrafttretensdatum des Vertrags;
- f) die Dauer des Vertrags, die Bedingungen bezüglich der Erneuerung und der Kündigung des Vertrags;
- g) die Einheitspreise zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Vertrags der verschiedenen Komponenten der Lieferung, die Gegenstand der Rechnung sind, gemäß Artikel 7;
- h) die etwaige Formel zur Indexierung des Preises des kWh, die während der Dauer des Vertrags anwendbar sein wird, und der Wert der Indexierungsparameter bei dessen Inkrafttreten;
- i) die Mittel, durch welche die auf der Grundlage der Indexierungsparameter aktualisierten Informationen, die anwendbaren Tarife und die Gebühren, Beiträge und Zuschläge zu erhalten sind;
- j) die Kompensationen und Rückerstattungsformeln, die eventuell anwendbar sind, falls die Qualitätsstufen der im Vertrag vorgesehenen Dienste nicht erreicht werden;
- k) die Modalitäten zur Zahlung der Rechnungen;
- l) die bei Nichtzahlung anwendbaren Bestimmungen;
- n) das Verfahren zur Regelung der Streitsachen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Informationen müssen vor dem Vertragsabschluss gegeben werden, unabhängig davon, ob er direkt mit dem Versorger oder über einen Vermittler abgeschlossen wird.

§ 3 - Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird dem Endverbraucher spätestens zwei Tage vor dessen Inkrafttreten mitgeteilt. In dieser Mitteilung werden die Bedingungen zur Kündigung des Vertrags angegeben.

§ 4 - Jeder Endverbraucher ist frei, einen Vertrag zu kündigen, wenn er die neuen Bedingungen, die ihm durch seinen Gasversorger mitgeteilt werden, nicht annimmt.

§ 5 - Der Versorger übermittelt der "CWaPE" seinen Musterliefervertrag und jede ihn betreffende Änderung. Kein Mustervertrag kann in Kraft treten, ohne dass er zuvor der "CWaPE" übermittelt worden ist.

§ 6 - Die Bestimmungen der §§ 1 bis 5 finden keine Anwendung auf die Betreiber eines Verteilernetzes, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Erlasses einen Endverbraucher beliefern.

**Art. 5** - § 1 - Der Versorger sorgt dafür, dass seinen Endverbrauchern Gas ohne Unterbrechung geliefert wird, dies in den durch diese verlangten Mengen.

§ 2 - Um die in § 1 bestimmte Verpflichtung einzuhalten, muss der Versorger die notwendige Gasmenge, die dem Verbrauch seiner Endverbraucher entspricht, kaufen.

Auf Anfrage seiner Endverbraucher schließt er die Verträge, die in den technischen Regelungen bezüglich der Führung der Versorgungsnetze bestimmt werden, mit den betroffenen Netzbetreibern für den Zugang zu diesen Netzen und deren Verwendung ab.

**Art. 6** - Der Versorger muss jeden Haushaltskunden, der es beantragt, zu nichtdiskriminierenden Bedingungen beliefern.

Im Sinne des vorigen Absatzes wird jeder nicht vernünftig begründete Behandlungsunterschied, der u.a. auf dem Statut, dem Einkommensniveau oder dem Wohnort basiert, als diskriminierend betrachtet.

Die Tatsache, dass ein Versorger in seinem Vertragsvorschlag das Risiko berücksichtigt, das für ihn entsteht, falls ein Kunde, der einen Vertrag mit ihm abschließen möchte, ein außergewöhnliches Risiko darstellt, wird als vernünftig begründeter Behandlungsunterschied betrachtet.

**Art. 7** - § 1 - Die Rechnungen enthalten mindestens folgende Angaben, gegebenenfalls in einer Anlage:

- 1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;
- 2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;
- 3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;
- 4° die Anzahl der während der gedeckten Periode verbrauchten kWh;
- 5° der Preis des kWh, ohne MwSt;
- 6° der Wert der etwaigen Indexierungsparameter;
- 7° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu den Transport- und Versorgungsnetzen, ohne MwSt;
- 8° der Betrag pro kWh und der Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Lieferung belasten, ohne MwSt;
- 9° der Gesamtpreis des kWh (einschließlich der unter 5°, 7° und 8° erwähnten Elemente), ohne MwSt;
- 10° der Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt;
- 11° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;
- 12° die Telefonnummer der ununterbrochen (24 Stunden am Tag) erreichbaren Dienststelle bei Vermutung eines Gaslecks oder im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne;

§ 2 - In Abweichung von § 1 enthalten die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, mindestens folgende Angaben:

- 1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;
- 2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;
- 3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;
- 4° der Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt;
- 5° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;
- 6° die Telefonnummer der ununterbrochen (24 Stunden am Tag) erreichbaren Dienststelle bei Vermutung eines Gaslecks oder im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne;

**Art. 8** - Wenn der Versorger einen Haushaltskunden mittels eines auf der Grundlage von wiederaufladbaren Karten, die mittels des in Artikel 18 erwähnten Systems wiederaufgeladen werden können, funktionierenden Systems versorgt, übermittelt er seinem Kunden eine Liste der Stellen, wo die wiederaufladbaren Karten verkauft und wiederaufgeladen werden, gibt er die Modalitäten zum Wiederaufladen an und fordert er den Kunden auf, mit den Dienststellen des betroffenen Netzbetreibers Kontakt aufzunehmen im Hinblick auf die Lieferung von Karten, deren Initialisierung oder jegliche sie betreffenden Änderungen.

**Art. 9** - Der Versorger kann gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze im Falle eines nachgewiesenen Betrugs durch einen Kunden den Netzbetreiber ersuchen, die Gaslieferung an einen Kunden auszusetzen.

Im Falle eines Betrugs kann die Lieferung während der Zeit ausgesetzt werden, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt, der Kosten für das Aussetzen der Versorgung und der bei deren Wiederherstellung entstandenen Kosten."

**Art. 10** - Der Versorger teilt dem Netzbetreiber mindestens einen Monat im Voraus das Datum der Einstellung eines jeden Liefervertrags mit gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze.

#### *Abschnitt 2 — In Sachen Information und Sensibilisierung zur rationellen Energienutzung*

**Art. 11** - § 1 - Mindestens einmal im Jahr erstellt der Versorger für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese hat zum Ziel, dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs zu bieten.

Für die Kunden, die eine jährliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz der Jahresrechnung beigefügt und gibt den Verbrauch der zwölf Monate an, die der Zählerablesung vorhergehen.

Für die Kunden, die eine monatliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz der Jahresabrechnung beigefügt. Sie gibt den Verbrauch der abgelaufenen zwölf Monate an.

§ 2 - Insofern sie nicht in den Dokumenten angegeben sind, die der dem Endverbraucher zugeschickten Rechnung beigefügt sind, werden folgenden Angaben unbedingt in der Übersichtsbilanz angegeben:

1° der Verbrauch, die Periode, auf die er sich bezieht, sowie der gesamte Durchschnittspreis, alle Abgaben, Gebühren, Zuschläge und Beiträge inbegriffen, des während der Periode von zwölf Monaten vor der Erfassung, gemäß § 1, und während der zwei vorherigen Perioden von zwölf Monaten verbrauchten kWh, wenn der Endverbraucher tatsächlich von diesem Versorger beliefert wurde;

2° für die Haushaltskunden, der Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, wie dieser von der "CWAPE" bestimmt wird, vergleichbar mit dem des Endverbrauchers und unter Angabe des in graphischer Form dargebotenen Stands des Letzteren im Vergleich zu diesem Durchschnittsverbrauch.

§ 3 - In der Übersichtsbilanz werden die von den öffentlichen Behörden vereinnahmten Gebühren, Zuschläge und Beiträge ohne MwSt angegeben, indem sie auf einer föderalen bzw. regionalen Grundlage aufgeteilt werden und ihre gesetzliche Bezeichnung angegeben wird.

§ 4 - Die "CWaPE" genehmigt das von jedem Versorger übermittelte Muster der Übersichtsbilanz.

**Art. 12** - Nach vorheriger Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in den Artikeln 7 und 11 Unterlagen anzugeben sind.

**Art. 13** - Die Versorger sind verpflichtet:

1° zusammen mit den in Artikel 7 erwähnten Rechnungen jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung oder der Liberalisierung des Energiemarktes zu verbreiten;

2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1 2° erwähnten Prämie.

**Art. 14** - Die Rückzahlung der in Artikel 13 Absatz 1 2° erwähnten Prämien wird durch den Energiefonds übernommen.

### KAPITEL III — Spezifische Verpflichtungen öffentlichen Dienstes für die Netzbetreiber

#### Abschnitt 1 — In Sachen Sicherheit, Regelmäßigkeit und Qualität der Versorgung

##### Unterabschnitt 1 — Individueller Anschluss, Zugang und Budgetzähler

**Art. 15** - Das individuelle Anschlussbauwerk, d.h. dasjenige, das für die Speisung einer einzigen Zugangsstelle bestimmt ist, setzt sich aus der individuellen Anschlussleitung, die unter Umständen über einen kollektiven Anschluss an die Verteilerkanalisation angeschlossen ist, sowie aus der Zählvorrichtung zusammen.

**Art. 16** - Wenn sich der Kunde in einem Gasverteilungsgebiet befindet, ist der Netzbetreiber verpflichtet, jeden Antrag auf einen individuellen Anschluss zu beantworten, dies gemäß den Bestimmungen der technischen Regelungen für den Betrieb der lokalen Übertragungsnetze und der Verteilernetze.

Gemäß Artikel 32 3° c des Dekrets gehen lediglich die Kosten für den Abschnitt der individuellen Anschlussleitung, der unter Umständen zur Ergänzung des Standardanschlusses zu dem Netz erforderlich ist, zu Lasten des Kunden.

**Art. 17** - § 1 - Innerhalb von dreißig Tagen nach der Antragstellung installiert der Betreiber des Verteilernetzes einen Budgetzähler bei dem Haushaltskunden, der es direkt oder über seinen Versorger beantragt.

Der Netzbetreiber stellt gegebenenfalls dem Versorger die bei der Installation des Budgetzählers durchgeführte Zählerablesung zu.

§ 2 - Die Kosten für den Budgetzähler werden dem Netzbetreiber, der sein Eigentümer ist, angerechnet.

§ 3 - Die Kosten für die Installation des Budgetzählers werden dem Kunden angerechnet.

§ 4 - Der Kunde kann sich dafür entscheiden, die in dem vorigen Paragraphen erwähnten Kosten mittels einer Zahlung in bar oder einer fraktionierten Zahlung zu bezahlen.

Wenn der Kunde eine fraktionierte Zahlung wünscht, richtet der Netzbetreiber ihm eine Rechnung, der ein Zahlungsplan beigelegt ist, zu. Die Dauer und die Modalitäten dieses Zahlungsplans werden von dem Minister auf Vorschlag der "CWaPE" festgesetzt.

**Art. 18** - § 1 - Im Einvernehmen mit der "CWaPE" und den Versorgern sind die Netzbetreiber für den Entwurf, die Durchführung und die Betreuung eines gemeinsamen Systems zum Aufladen der Budgetzähler verantwortlich, das auf dem gesamten Gebiet gültig ist und durch das die Budgetzähler in jeder Gemeinde, die mindestens ein Gasverteilungsgebiet enthält, spätestens ab dem 1. Januar 2007 mindestens während der Öffnungszeiten aufgeladen werden können.

Nach einer Betriebsdauer von einem Jahr und einer Bewertung werden die Netzbetreiber dafür sorgen, dass die Anzahl der Bereitstellungsstellen dieses Systems angepasst wird, um der tatsächlich festgestellten Anzahl Aufladungen Rechnung zu tragen.

§ 2 - Solange das in § 1 erwähnte System nicht eingerichtet ist, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes dafür, dass jeder der Öffentlichkeit zugängliche Raum, wo mindestens eine Aufladestelle des Budgetsystems verfügbar ist, mindestens während der Öffnungszeiten zugänglich ist.

**Art. 19** - § 1 - Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen übt der Netzbetreiber die Aufgaben und Pflichten aus, die ihm aufgrund des Dekrets und seiner Durchführungserlasse obliegen, um außer im Falle höherer Gewalt den an das von ihm betriebene Netz angeschlossenen Endverbrauchern innerhalb der in der technischen Regelung erwähnten Spezifikationen für den Betrieb der Verteilernetze einen ununterbrochenen oder den Unterbrechbarkeitsmodalitäten entsprechenden Zugang zu einer beständigen Stundenmenge und zu einem beständigen Versorgungsdruck zu sichern.

§ 2 - Im Falle einer geplanten Sperrung setzt der Netzbetreiber die betroffenen Kunden gemäß den in der technischen Regelung bestimmten Fristen und Verfahren davon in Kenntnis.

Jede Sperrung infolge eines technischen Problems auf dem Netz muss schnellstmöglich wiederhergestellt werden.

§ 3 - Außer im Falle höherer Gewalt geht die vollständige Reparatur eines jeden durch Verschulden des Netzbetreibers, einschließlich des Mangels an Vorsicht, angerichteten Schadens an den Anlagen des Kunden wegen Druckstörung oder wegen einer ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung im Verhältnis zu den Bestimmungen der technischen Regelung und der Verträge, zu Lasten des Netzbetreibers.

Was den Charakter der ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung betrifft, kann bei der "CWaPE" ein begründetes Gutachten ersucht werden. Nach Anhörung der betroffenen Parteien stellt die "CWaPE" ein Gutachten aus.

**Art. 20 - § 1** - Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt den Benutzern des Netzes oder jeglicher durch sie bevollmächtigten Person die Informationen, die sie brauchen, um einen wirksamen Zugang zum Netz zu haben.

§ 2 - Insbesondere und zur Sicherung der Kontinuität der Versorgung, wobei es dem Endverbraucher erlaubt wird, sein Wahlrecht auszuüben, muss der Netzbetreiber innerhalb einer Frist von maximal acht Werktagen die Zählangaben übermitteln, die es einem Versorger ermöglichen, ein Preisangebot für die Lieferung von Gas an einen Endverbraucher zu unterbreiten.

Die Angaben werden auf Bitte des Endverbrauchers an jede durch ihn bevollmächtigte Person übermittelt.

Die Übermittlung der im vorliegenden Paragraphen erwähnten Angaben ist Gegenstand einer Tarifierung, die in die Tarifangebote der Netzbetreiber eingefügt wird.

§ 3 - Übergangsweise wird die in § 2 Absatz 1 vorgesehene Frist zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. Dezember 2007 auf sechzehn Werktage erhöht.

**Art. 21** - Beim Anschließen eines Kunden übermittelt der Netzbetreiber diesem Kunden jedes durch den Minister vorgeschriebene Dokument bezüglich der Maßnahmen zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung.

**Art. 22** - Der Netzbetreiber kann im Falle eines nachgewiesenen Betrugs durch einen Kunden die Lieferung aussetzen. Er setzt den Versorger fristlos davon in Kenntnis, dies gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb des Versorgungsnetzes bezüglich des Informationsaustauschs.

Die Lieferung kann während der Zeit ausgesetzt werden, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt, der Kosten für das Aussetzen der Versorgung und der bei deren Wiederherstellung entstandenen Kosten.

**Art. 23** - Der in Artikel 10 vorgesehenen Zustellung zufolge ändert der Betreiber des Verteilernetzes die Angaben des Zugangsregisters in Bezug auf den EAN-Code ab.

In Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt er die Sperrung des Anschlusses fristlos vor.

#### *Unterabschnitt 2 — Erweiterung des Netzes*

**Art. 24** - Die Erweiterungen des Netzes bestehen aus neuen Verteilerleitungen und kollektiven Anschlussleitungen, die keine individuellen Anschlüsse darstellen und die zum Ziel haben, zweckentsprechend dem Entwicklungsbedarf des betroffenen Netzes nachzukommen.

**Art. 25** - Wenn ein oder mehrere Versorger auf der Grundlage einer kommerziellen Studie den Netzbetreiber davon in Kenntnis setzen, dass potenzielle Kunden einen Gasanschluss wünschen, reichen sie beim Netzbetreiber eine Akte zur Beantragung einer Erweiterung des Netzes ein.

Diese Akte enthält u.a.:

1° einen Lageplan der durchzuführenden potenziellen Anschlüsse;

2° die eventuellen technischen Spezifitäten bezüglich der Versorgung eines oder mehrerer Kunden, einschließlich der Entnahmemodalitäten;

3° eine Abschrift (in der die gewerblich empfindlichen Angaben, die für die Studie nicht unerlässlich sind, eventuell gestrichen sind) der schriftlichen Zusagen der potenziellen Verbraucher, in der insbesondere die Verbrauchsaussichten der betroffenen Kunden angegeben werden;

4° eine Veranschlagung des zusätzlichen potenziellen Bedarfs, der noch nicht durch schriftliche Zusagen seitens potenzieller Kunden bestätigt wurde, unter Beifügung der damit verbundenen Berechnungsmethode und Hypothesen.

**Art. 26** - Die in Artikel 25 erwähnte(n), in zwei Exemplaren erstellte(n) Akte(n) wird(werden) dem Netzbetreiber entweder per Einschreiben bei der Post oder in EDV-Format gegen Empfangsbestätigung übermittelt. Der Netzbetreiber verfügt über 30 Tage, um zusätzliche Auskünfte zu beantragen; nach Ablauf dieser Frist gilt der Antrag als vollständig. Im Falle wiederholter Anträge auf Präzisionen, die die Antragsteller als ungerechtfertigt und inhaltlich unwürdig bewerten würden, können diese ein Eingreifen der "CWAPE" beantragen.

**Art. 27 - § 1** - Der Netzbetreiber informiert die Antragsteller über die erforderliche Untersuchungsfrist. Diese darf drei Monate ab dem endgültigen Erhalt des Antrags nicht überschreiten.

Der Netzbetreiber berücksichtigt alle im Laufe der zwölf letzten vergangenen Monate eingereichten und noch immer laufenden Akten, um den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter der geplanten Erweiterung zu ermitteln. Er berücksichtigt ebenfalls die geographisch angrenzenden Erweiterungen oder Erweiterungspläne.

Die Abwägung des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters bezieht sich auf die gesamten Bestandteile der geplanten Erweiterung, einschließlich der geplanten individuellen Anschlüsse.

Um die Rentabilität zu berechnen, bringt der Netzbetreiber die von den neuen Anschlüssen erwarteten zusätzlichen Erträge mit den Ausgaben der geplanten Erweiterung gemäß der in § 3 beschriebenen Methode in Zusammenhang.

§ 2 - Innerhalb von 10 Tagen nach Beendigung der Aktenuntersuchung übermittelt der Netzbetreiber seinen günstigen oder ungünstigen Beschluss bezüglich der Erweiterung.

Wenn die Untersuchung auf eine wirtschaftlich ungerechtfertigte Erweiterung geschlossen hat, können die Antragsteller unbeschadet des Artikels 32, 3°, b., Absatz 4 des Dekrets bei der "CWAPE" Einspruch gegen den Beschluss des Netzbetreibers erheben. Die "CWAPE" fasst innerhalb von 50 Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs einen Beschluss.

§ 3 - Die Rentabilität einer bestimmten Erweiterung wird nach der Methode des aktualisierten Nettowerts berechnet. Der Minister bestimmt die ausführlichen Modalitäten zur Anwendung dieser Methode sowie die zu berücksichtigenden Parameter.

**Art. 28** - Der Netzbetreiber analysiert gemäß der in Artikel 27 § 3 bestimmten Methode die Anträge auf Netzerweiterung, die von jedem interessierten Dritten stammen.

*Abschnitt 2 — In Sachen Sammlung der Daten*

**Art. 29** - Der Netzbetreiber übermittelt der "CWaPE" bis zum 31. März eines jeden Jahres folgende Daten bezüglich des abgelaufenen Kalenderjahres. Diese werden elektronisch mittels des durch die "CWaPE" zur Verfügung gestellten Formulars übermittelt.

1° die Anzahl der Entnahmestellen und der Gesamtverbrauch, aufgegliedert nach Kundentyp (berufliche Kunden und Haushaltskunden) und, was die beruflichen Kunden betrifft, nach Tätigkeitsbereich, wobei dieser nach dem NACE-BEL-Verzeichnis mit vier Zahlen angegeben wird oder, in Ermangelung davon, so wie er durch die Verwaltung bestimmt wird;

2° nähere Angaben (EAN-Code und Anschrift) der angeschlossenen beruflichen Kunden, in der abnehmenden Reihenfolge ihres Verbrauchs geordnet, so wie ihr wie unter 1° bestimmter Tätigkeitsbereich;

3° die von jeder an das Netz angeschlossenen Erzeugungsanlage in dieses Netz eingespeisten kWh;

4° die in jedes andere Netz eingespeisten und aus jedem anderen Netz entnommenen kWh;

5° die Anzahl, die Ursache, die Ortslage und die Dauer der Versorgungssperren je Druckniveau;

6° jede die Erweiterungen der Netze betreffende Information.

Die "CWaPE" übermittelt unverzüglich diese Daten der Verwaltung.

*KAPITEL IV — Verpflichtungen öffentlichen Dienstes mit sozialem Charakter**Abschnitt 1 — Lieferungen an die geschützten Kunden*

**Art. 30** - Wenn der Netzbetreiber aufgrund des Artikels 9 des Dekrets einen geschützten Kunden beliefert, wird er als Versorger des geschützten Kunden betrachtet.

**Art. 31** - § 1 - Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Versorger schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfezentrum. Der geschützte Kunde fügt seinem Schreiben alle erforderlichen Belege bei.

Nach Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Versorger zu übermitteln ist.

§ 2 - Für die in Artikel 33 § 1 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Kategorien von Personen muss der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden alle fünf Jahre erneuert werden. In diesem Fall wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt.

Für die anderen in Artikel 33 desselben Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird der Antrag jedes Jahr erneuert. In diesem Fall wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt.

§ 3 - Der Kunde ist verpflichtet, den Versorger innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren.

*Abschnitt 2 — Auf die Haushaltskunden anwendbares Verfahren bei Nichtzahlung*

**Art. 32** - § 1 - Wenn ein Kunde den Betrag der Rechnung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht beglichen hat, sendet der Versorger ihm eine Mahnung mit mindestens folgenden Angaben:

1° das neue Datum der Zahlungsfrist, die nicht unter zehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit der Heranziehung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3° die Möglichkeit zur Beantragung beim Netzbetreiber der Installierung eines Budgetzählers;

4° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Übermittlung des Namens des Kunden an das öffentliche Sozialhilfezentrum vor, es sei denn, der Kunde lehnt dies ausdrücklich ab.

In dem Mahnungsbrief werden ebenfalls ausdrücklich die Modalitäten angegeben, die auf die geschützte Kundschaft anwendbar sind, und insbesondere die Bedingungen zur Übernahme durch den Netzbetreiber der Installierung des Budgetzählers.

§ 2 - Das in § 1 erwähnte Muster eines Mahnungsbriefes unterliegt der Genehmigung der "CWaPE", die über dreißig Tage verfügt, um darüber zu befinden.

**Art. 33** - Wenn der Kunde nach Ablauf des in der in Artikel 32 erwähnten Mahnung festgelegten Fälligkeitsdatums nicht:

1° entweder den Betrag der Rechnung beglichen hat;

2° die Installierung eines Budgetzählers beantragt hat;

3° mit der zuständigen Dienststelle des Versorgers einen Zahlungsplan vereinbart hat;

4° oder auf der Grundlage einer Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle den Versorger von den geführten Verhandlungen zur Vereinbarung eines Zahlungsplans in Kenntnis gesetzt hat, sendet der Versorger ihm per Einschreiben eine Mahnung zu.

In diesem Schreiben wird angegeben, dass in Ermangelung einer innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach der Einsendung der Mahnung vorgeschlagenen Lösung der Kunde als eines Betrags schuldig betrachtet wird und dass ein Budgetzähler von Amts wegen bei ihm installiert wird.

*Abschnitt 3* — Nichtzahlung seitens eines Haushaltskunden und Installierung des Budgetzählers

**Art. 34 - § 1** - Wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird, sendet der Versorger gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze dem Netzbetreiber einen Antrag zur Installierung eines Budgetzählers bei dem Kunden zu. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, fügt der Versorger die in Artikel 31 erwähnten Unterlagen bei.

§ 2 - Zu dem gleichen Datum richtet der Versorger eine Abschrift dieses Antrags an den Kunden und setzt ihn davon in Kenntnis, dass vorbehaltlich eines dem Versorger innerhalb von fünf Tagen zugestellten Einwands seinerseits seine Personalien dem öffentlichen Sozialhilfzentrum zugestellt werden.

§ 3 - Vorbehaltlich eines Einwands des Kunden übermittelt der Versorger dem öffentlichen Sozialhilfzentrum innerhalb von zehn Tagen nach dem Antrag auf Installierung des Budgetzählers die Personalien dieses Kunden.

§ 4 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde die Installierung eines Budgetzählers im Rahmen des im vorliegenden Artikel bestimmten Verfahrens verweigert bzw. erschwert, wird die Gaslieferung auf Antrag des Versorgers durch den Netzbetreiber ausgesetzt.

In diesem Fall werden die Kosten für das Aussetzen und die zukünftige Wiederherstellung der Lieferung dem Kunden angerechnet.

§ 5 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde ein geschützter Kunde ist, wird der Netzbetreiber damit beauftragt, diesen Kunden ab der Installierung des Budgetzählers zu beliefern.

§ 6 - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Installierung des Budgetzählers.

**Art. 35 - § 1** - Wenn ein über einen Budgetzähler, dessen Vorauszahlungsmodul deaktiviert ist, verfügender Kunde für eines Betrags schuldig erklärt wird, weist der Versorger den Netzbetreiber gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze an, die Parameter der wiederaufladbaren Karte des Kunden oder jedes andere gleichwertige System innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung abändern zu lassen, um das Vorauszahlungssystem zu aktivieren. Der Versorger informiert unverzüglich den Kunden und das öffentliche Sozialhilfzentrum über den an den Netzbetreiber gerichteten Antrag.

§ 2 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde die Aktivierung eines Budgetzählers im Rahmen des im vorliegenden Artikel bestimmten Verfahrens verweigert bzw. erschwert, wird die Gaslieferung auf Antrag des Versorgers durch den Netzbetreiber ausgesetzt.

In diesem Fall werden die Kosten für das Aussetzen und die zukünftige Wiederherstellung der Lieferung dem Kunden angerechnet.

§ 3 - Sobald die Vorauszahlungsfunktion aktiviert ist, wird der Netzbetreiber mit der Lieferung beauftragt, wenn der Kunde geschützt ist.

§ 4 - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.

**Art. 36 - § 1** - Die Bestimmungen von Artikel 17 §§ 2, 4 und 5 sind im Rahmen des in Artikel 34 § 1 erwähnten Antrags anwendbar.

§ 2 - Unter Einhaltung der durch die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Anschlussstarife kann der Anteil des eines Betrags schuldigen Kunden an den Kosten für die Installierung eines Budgetzählers, einschließlich aller Steuern, einen indexierten Betrag von 150 EUR nicht überschreiten.

§ 3 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde jedoch ein geschützter Kunde ist, werden die Kosten für die Installierung des Budgetzählers dem Netzbetreiber angerechnet.

**Art. 37** - Der Versorger setzt den Kunden von dem genauen Betrag der zum Zeitpunkt der Installierung des Budgetzählers vorhandenen Schuld, einschließlich der Kosten für das vor der Installierung des Budgetzählers unternommene Verfahren, in Kenntnis.

Die Beitreibung dieser Schuld kann keinesfalls auf die Zahlungen in Verbindung mit Verbrauch nach der Installierung des Budgetzählers angerechnet werden.

**Art. 38** - Wenn ein Kunde die mit seinem Gasverbrauch verbundenen Schulden zurückbezahlt hat, kann er bei seinem Versorger kostenlos die Deaktivierung des Vorauszahlungssystems beantragen.

**Art. 39** - Das in Artikeln 34 bis 37 erwähnte Verfahren kann zu jeder Zeit aufgehoben werden im Falle einer Einigung zwischen den Parteien bezüglich der Zahlung der Schuld. Die Nichteinhaltung eines dem Kunden per Einschreiben zugestellten Zahlungsplans bezüglich der Begleichung der Schuld führt von Rechts wegen zur Wiederaufnahme des bis dahin laufenden Verfahrens mit sich.

**Art. 40** - Wenn der geschützte Kunde nicht mehr imstande ist, seinen Budgetzähler während des Zeitraums zwischen dem 15. November und dem 15. März für den von ihm bewohnten Hauptwohnsitz zu bespeisen, setzt er den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich davon in Kenntnis. Der Letztere befasst die Kommission.

In Abwartung des Beschlusses der Kommission vergibt der Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich Versorgungskarten oder jegliches andere gleichwertige System, durch das die Bedürfnisse des geschützten Kunden gedeckt werden können. Der Betrag in Zusammenhang mit dieser Lieferung bleibt zu Lasten des geschützten Kunden.

Auf der Grundlage der Situation des Kunden fasst die Kommission einen Beschluss über die weitere Lieferung für den in Absatz 1 erwähnten Zeitraum, über deren Anwendungsperiode und über die Übernahme der damit verbundenen Kosten sowohl vor als auch nach dem Beschluss.

Der Energiefonds übernimmt die Kosten der Gaslieferung gemäß dem Beschluss der Kommission. In einem derartigen Fall bleibt der Kunde für 30 % der mit diesem Verbrauch verbundenen Rechnung zahlungspflichtig. Der Beschluss erwähnt das zur Verfügung gestellte Gasvolumen und die Angaben, die zu dieser Situation geführt haben, sowie die Anwendungsperiode.

Die Aufrechterhaltung des in Absatz 2 erwähnten Mechanismus und der Einsatz des Energiefonds sind ausgeschlossen, wenn die Kommission auf den offensichtlich schlechten Willen des Kunden schließt.

## KAPITEL V — Kontrolle durch die "CWaPE"

**Art. 41** - Die "CWaPE" kann von den Versorgern und Netzbetreibern jegliche notwendige Auskunft und jegliche notwendige Unterlage verlangen, um die Kontrolle der Einhaltung ihrer Verpflichtungen öffentlichen Dienstes vornehmen zu können.

Die "CWaPE" kann eine Kontrolle vor Ort vornehmen.

**Art. 42** - § 1 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Versorger der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

- 1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;
- 2° die Anzahl der Erinnerungsschreiben;
- 3° die Anzahl der Mahnungen;
- 4° die Anzahl der eines Betrags schuldigen Kunden, wobei zwischen den geschützten und ungeschützten Kunden unterschieden wird;
- 5° die Anzahl der zugelassenen Zahlungspläne und die monatliche Durchschnittszahlung;
- 6° die Anzahl der nicht befolgten Zahlungspläne;
- 7° die Anzahl der den öffentlichen Sozialhilfezentren übermittelten Akten;
- 8° die Anzahl der Anträge auf die Installierung eines Budgetzählers, wobei zwischen den Installierungen auf Antrag des Versorgers, des Kunden oder des geschützten Kunden unterschieden wird, sowie die Anzahl der tatsächlichen Installationen;
- 9° den Betrag der Durchschnittsschuld zum Zeitpunkt der Installierung des Budgetzählers;
- 10° jede sonstige, von der "CWaPE" bestimmte aggregierte Angabe.

§ 2 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Netzbetreiber der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

- 1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;
- 2° die Anzahl der Installierungen von Budgetzählern, wobei zwischen den Installierungen auf Antrag des Versorgers, des Kunden oder des geschützten Kunden unterschieden wird.

**Art. 43** - Gemäß Artikel 36 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erstellt die "CWaPE" einen detaillierten Bericht bezüglich der Durchführung der den Versorgern und Netzbetreibern auferlegten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

## KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 44** - In Abweichung der Frist für die Installierung des in den Artikeln 17 und 34 erwähnten Budgetzählers im Laufe des Jahres, das auf das Inkrafttreten des Kapitels IV, Abschnitt III des vorliegenden Erlasses folgt, nimmt der Netzbetreiber die Installierung des Budgetzählers so schnell wie möglich vor.

**Art. 45** - § 1 - Solange die Bestimmungen von Kapitel IV, Abschnitt III des vorliegenden Erlasses nicht in Kraft getreten sind, wird der vorliegende Artikel anwendbar sein.

§ 2 - Wenn ein Haushaltskunde als für eines Betrags schuldig erklärt wird, stellt ihm der Versorger ein Schreiben zu, in dem das Verfahren zur Aussetzung der Gaslieferung mitgeteilt wird. Gleichzeitig befasst er die Kommission.

Der Versorger darf die Gaslieferung an den Haushaltskunden nicht einstellen, ohne vorher den Beschluss der Kommission zur Kenntnis genommen zu haben.

§ 3 - Innerhalb von dreißig Tagen nach der Befassung gibt die Kommission ein Gutachten über den Beschluss des Versorgers, die Lieferung auszusetzen, ab.

Zu diesem Zweck muss der Haushaltskunde zwangsläufig per Einschreibebrief vorgeladen werden, um - falls er dies wünscht - angehört zu werden; er kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen. Der Versorger muss anwesend oder vertreten sein. Die Kommission kann auf gültige Weise beschließen, wenn der Kunde am in der Vorladung festgesetzten Tag nicht vorstellig war.

Die Kommission fasst mit der Stimmenmehrheit ihrer Mitglieder einen Beschluss. Bei Stimmengleichheit ist das die Sperrung ablehnende Gutachten ausschlaggebend. Das Gutachten der Kommission wird innerhalb von sieben Tagen dem Haushaltskunden und dem Versorger per Einschreiben zugeschickt.

§ 4 - Im Falle eines die Sperrung bewilligenden Gutachtens kann diese frühestens fünf Tage nach dem Datum des Absendens des in § 3 erwähnten Einschreibebriefs erfolgen. Der Versorger teilt dem Kunden das Datum per gewöhnliche Post mit.

§ 5 - Im Falle eines die Sperrung ablehnenden Gutachtens muss diesem Gutachten ein Vorschlag beigefügt werden, in dem die Zahlungsfristen und die Teilung der durch den Haushaltskunden zurückzuzahlenden Schulforderungen festgelegt werden. Dieser muss sich verpflichten, diesen Rückzahlungsplan einzuhalten.

§ 6 - Wenn der Haushaltskunde sich nicht dazu verpflichtet, den Rückzahlungsplan einzuhalten oder seiner Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Aussetzung der Lieferung effektiv werden.

Zu diesem Zweck stellt der Versorger dem Haushaltskunden ein Einschreiben zu, in dem er ihn über das Datum der Aussetzung der Lieferung informiert. Die Aussetzung der Lieferung darf nicht vor einer Frist von fünf Tagen ab dieser Zustellung erfolgen.

§ 7 - Die Gaslieferung an einen Haushaltskunden darf nicht zwischen dem 15. November und dem 15. März gesperrt werden. Der Minister kann diesen Zeitraum erweitern, wenn besondere Witterungsverhältnisse dies rechtfertigen.

Die während des Zeitraums vom 15. November zum 15. März gebuchten Liefermengen bleiben zu Lasten des Haushaltskunden."

**Art. 46** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt wird am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

**Art. 47** - Mit Ausnahme von Kapitel IV, Abschnitt III, dessen Inkrafttreten von dem Minister festgesetzt wird, tritt der vorliegende Erlass sechzig Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 48** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1674

[2006/201390]

**30 MAART 2006. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 32, 33, 36, § 1, en 37;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004;

Gelet op het advies CD-5i06-CWaPE-102 van de CWaPE (Waalse energielcommissie) van 13 september 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 september 2005;

Gelet op het advies 39.621/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Richtlijn 2003/55/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en houdende intrekking van Richtlijn 98/30/EG, inzonderheid artikel 3 ervan, wordt, overeenkomstig artikel 33, § 3, ervan, bij dit besluit omgezet wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2<sup>o</sup> "Administratie" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie;

3<sup>o</sup> "Commissie" : de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking ingesteld bij artikel 46 van het decreet;

4<sup>o</sup> "schuldbemiddelaar" : de instellingen erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

5<sup>o</sup> "Energiefonds" : fonds bedoeld in artikel 37 van het decreet;

6<sup>o</sup> "budgetmeter" : gasmeter die de voorafbetaling van het energieverbruik via een oplaadbare kaart (of elk gelijkwaardig systeem) mogelijk maakt;

7<sup>o</sup> "technisch reglement voor het beheer van de distributienetten" : besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten in het Waalse Gewest en van de toegang daartoe;

8<sup>o</sup> "NACE-BEL-code" : nomenclatuur van de activiteiten die het Nationaal Instituut voor de Statistiek heeft opgemaakt in een geharmoniseerd Europees kader en die opgelegd is bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschappen;



9° "zone voor gasdistributie" : zone waar gas geacht wordt beschikbaar te zijn, m.a.w. zone waar de afstand tussen het punt van opnemings en het distributienet kleiner is dan 25 m;

10° "EAN-code" : uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt (European Article Number);

11° "toegangsregister" : register bedoeld in artikel 2, 37°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2004 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de gasdistributienetten en de toegang daartoe;

12° "tariefvoorstel" : tariefvoorstel bedoeld in artikel 1, 13°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit.

## HOOFDSTUK II. — Openbare dienstverplichtingen voor leveranciers

### Afdeling 1. — Regelmaat, kwaliteit en facturering van de leveringen

**Art. 3.** De leverancier is verplicht binnen tien werkdagen te antwoorden op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer en hem een voorstel van leveringscontract over te leggen. Als het gaat om een residentiële afnemer, bevat het contractvoorstel alle bepalingen betreffende de beschermde afnemers, de budgetmeter en de procedure in geval van wanbetaling.

**Art. 4.** § 1. Het leveringscontract bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

- a) de handelsnaam en de maatschappelijke zetel van de leverancier;
- b) de identiteit en het adres van de beheerder van het net waarop de eindafnemer aangesloten is;
- c) het EAN-nummer voor de identificatie van bedoeld toegangspunt;
- d) de verstrekte diensten alsook, desgevallend, de kwaliteitsniveaus van de geboden diensten en de termijn die nodig is voor de initiële aansluiting;
- e) de datum van inwerkingtreding van het contract;
- f) de duur van het contract, de voorwaarden voor de verlenging en opzegging ervan;
- g) de eenheidsprijzen, op de datum van inwerkingtreding van het contract, van de verschillende componenten van de levering waarop de factuur slaat, overeenkomstig artikel 7;
- h) de eventuele formule van indexering van de prijs per kWu die toepasselijk zal zijn tijdens de looptijd van het contract en de waarde van de indexeringsparameters bij de inwerkingtreding ervan;
- i) de middelen ter verstrekking van geactualiseerde informatie over de indexeringsparameters, de toepasbare tarieven en de heffingen, bijdragen en toeslagen;
- j) de compensaties en terugbetalingsformules die eventueel toepasselijk zijn in de gevallen waarin de kwaliteitsniveaus van de diensten die in het contract vastliggen niet gehaald worden;
- k) de modaliteiten voor de betaling van de facturen;
- l) de bepalingen van toepassing in geval van wanbetaling;
- n) de procedure voor de regeling van geschillen.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 worden verstrekt voordat het contract gesloten wordt, hetzij rechtstreeks met de leverancier of via een tussenpersoon.

§ 3. De eindafnemer wordt uiterlijk twee maanden vóór de inwerkingtreding van het contract in kennis gesteld van elke wijziging in de contractuele voorwaarden. Deze kennisgeving vermeldt de voorwaarden van opzegging van het contract.

§ 4. Elke eindafnemer is vrij een contract op te zeggen als hij niet instemt met de nieuwe voorwaarden waarvan zijn gasleverancier hem kennis geeft.

§ 5. De leverancier geeft de CWaPE kennis van zijn type-leveringscontract en van elke wijziging die het ondergaat. Geen enkel type-contract mag in werking treden zonder voorafgaande kennisgeving ervan aan de CWaPE.

§ 6. De bepalingen van de §§ 1 tot 5 zijn niet toepasselijk op de distributienetbeheerders als ze leverancier van een eindafnemer zijn krachtens dit besluit.

**Art. 5.** § 1. De leverancier zorgt voor de ononderbroken levering van gas aan zijn eindafnemers in de door hen gevraagde hoeveelheden.

§ 2. Om te voldoen aan de verplichting bedoeld in § 1 koopt de leverancier de nodige hoeveelheid gas die overeenstemt met het verbruik van zijn eindafnemers.

Op verzoek van zijn eindafnemers sluit hij met de betrokken netbeheerders de contracten omschreven in de technische reglementen betreffende het beheer van de distributienetten voor de toegang tot die netten en het gebruik ervan.

**Art. 6.** De leverancier levert onder niet-discriminerende voorwaarden aan elke residentiële afnemer die erom vraagt.

Elk verschil van behandeling dat niet redelijk gerechtvaardigd is, o.a. op grond van het statuut, het inkomensniveau of de verblijfplaats, wordt als discriminerend beschouwd in de zin van het vorige lid.

Als redelijk gerechtvaardigd verschil van behandeling wordt beschouwd het feit dat een leverancier in zijn contractvoorstel rekening houdt met de gelopen risico's wanneer een afnemer die een contract met hem wenst te sluiten buitengewone risico's vertoont.

**Art. 7.** § 1. De facturen vermelden hoe dan ook, desgevallend in een bijlage, de volgende gegevens :

- 1° het EAN-nummer van het toegangspunt;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 4° het aantal kWu verbruikt gedurende bovenbedoelde periode;
- 5° de prijs per kWu, excl. BTW;
- 6° de waarde van de eventuele indexeringsparameters;
- 7° de prijs per kWu en de totale heffing voor de toegang tot de vervoer- en distributienetten, excl. BTW;
- 8° het bedrag per kWu en het totaalbedrag van elk van de federale en gewestelijke heffingen, toeslagen en bijdragen die op de leveringsprijs drukken, excl. BTW;
- 9° de totaalprijs per kWu (met inbegrip van de elementen bedoeld in 5°, 7° en 8°), excl. BTW;
- 10° het globale factuurbedrag, excl. BTW;
- 11° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsook het adres en verdere gegevens betreffende van de dienst geschillen;
- 12° het telefoonnummer van de dienst waarmee 24 uur/24 uur contact kan worden opgenomen in geval van vermoeden van een gaslek of van onderbreking te wijten aan een technisch probleem op het netwerk.

§ 2. In afwijking van § 1 vermelden de facturen die betrekking hebben op periodieke voorschotten hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° het EAN-nummer van het toegangspunt;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 4° het globale factuurbedrag, excl. BTW;
- 5° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsook het adres en verdere gegevens betreffende van de dienst geschillen;
- 6° het telefoonnummer van de dienst waarmee 24 uur/24 uur contact kan worden opgenomen in geval van vermoeden van een gaslek of van onderbreking te wijten aan een technisch probleem op het netwerk.

**Art. 8.** Als de leverancier een residentiële afnemer bevoorraadt met een systeem van oplaadbare kaarten die via het in artikel 18 bedoelde systeem opgeladen kunnen worden, verschaft hij hem een lijst van de punten waar de oplaadbare kaart verkocht en geladen wordt, vermeldt hij de oplaadmodaliteiten en verzoekt hij de afnemer erom contact op te nemen met de diensten van de betrokken netbeheerder voor de aflevering, formattering of wijzigingen van de kaarten.

**Art. 9.** Overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling kan de leverancier de netbeheerder erom verzoeken de levering aan een afnemer op te schorten als er bewezen kan worden dat die afnemer fraude gepleegd heeft.

In geval van fraude wordt de levering opgeschort zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld resulterend uit de fraude, alsook van de kosten veroorzaakt door de opschorting en het herstel van de levering.

**Art. 10.** Overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling geeft de leverancier de netbeheerder kennis van de datum van onderbreking van elk leveringscontract, met inachtneming van een opzegtermijn van minimum één maand.

#### *Afdeling 2. — Voorlichting en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik*

**Art. 11.** § 1. De leverancier maakt voor elke eindafnemer minstens één keer per jaar een samenvattende balans op. Deze balans dient de afnemer als hulpmiddel om een analyse van het energieverbruik te maken.

Voor de afnemers van wie het verbruik jaarlijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans samen met de jaarlijkse factuur toegestuurd en vermeldt ze het verbruik van de 12 maanden vóór de meting.

Voor de afnemers van wie het verbruik maandelijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans samen met de jaarlijkse regularisatiefactuur toegestuurd en vermeldt ze het verbruik van de 12 laatste maanden.

§ 2. Voor zover ze niet voorkomen in de documenten gevoegd bij de factuur die naar de eindafnemer gestuurd wordt, moet de samenvattende balans de volgende gegevens vermelden :

1° de verbruiken, de periode waarop ze slaan, alsook de globale gemiddelde prijs per kWu, alle taksen, heffingen, toeslagen en bijdragen inbegrepen, verbruikt in de loop van de twaalf maanden vóór de meting, overeenkomstig § 1, alsook in de loop van de twee voorafgaande perioden van twaalf maanden, voorzover bedoelde leverancier daadwerkelijk geleverd heeft aan de eindafnemer;

2° voor de residentiële afnemers, het gemiddelde verbruik van een standaardafnemer, zoals bepaald door de CWaPE, hetzelfde als dat van de eindafnemer en weergegeven in de vorm van grafieken met vermelding van de positie van de eindafnemer t.o.v. van bedoeld gemiddeld verbruik.

§ 3. De op federale of gewestelijke basis verspreide heffingen, toeslagen en bijdragen geïnd door de overheden, excl. BTW, en de wettelijke bewoording ervan staan vermeld in de samenvattende balans.

§ 4. Het model van de door elke leverancier overgemaakte samenvattende balans wordt goedgekeurd door de CWaPE.

**Art. 12.** Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister de bijkomende gegevens die vermeld moeten worden op de documenten bedoeld in de artikelen 7 en 11.

**Art. 13.** De leveranciers zijn ertoe gehouden :

1° samen met de in artikel 7 bedoelde facturen elk van de Minister uitgaand document te verspreiden dat rationeel energiegebruik of energiemarktliberalisering betreft;

2° elke premie ter bevordering van rationeel energiegebruik of het gebruik van hernieuwbare energieën toe te kennen, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet.

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2°.

**Art. 14.** De terugbetaling van de premies bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2°, is voor rekening van het Energiefonds.

### HOOFDSTUK III. — *Openbare dienstverplichtingen van de netbeheerders*

#### *Afdeling 1. — Veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de levering*

##### Onderafdeling 1. — Individuele aansluiting, toegang en budgetmeters

**Art. 15.** Het individuele aansluitingswerk, m.a.w. het werk dat bestemd is om één enkel toegangspunt te bevoorraden, bestaat in de individuele aansluiting op het distributienet, eventueel via een collectieve aansluiting, alsmede in de meetapparatuur.

**Art. 16.** Als de afnemer zich in een zone voor gasdistributie bevindt, moet de netbeheerder ingaan op elke aanvraag tot individuele aansluiting, overeenkomstig de bepalingen van de technische reglementen voor het beheer van het plaatselijke vervoersnet en van de distributienetten.

Overeenkomstig artikel 32, 3°, c, van het decreet draagt de afnemer enkel de kosten van het deel van de individuele aansluiting dat eventueel noodzakelijk is ter aanvulling van de standaardaansluiting op het net.

**Art. 17.** § 1. De distributienetbeheerder plaatst binnen dertig dagen na de aanvraag een budgetmeter bij de residentiële afnemer die erom verzoekt, rechtstreeks of via zijn leverancier.

De netbeheerder geeft de leverancier kennis van de opmeting die desgevallend uitgevoerd werd bij de plaatsing van de budgetmeter.

§ 2. De prijs van de budgetmeter is voor rekening van de netbeheerder, die er de eigenaar van is.

§ 3. De kosten van de plaatsing van de budgetmeter zijn voor rekening van de afnemer.

§ 4. De afnemer kan de in de vorige paragraaf bedoelde kosten contant of in schijven betalen.

Als de afnemer in schijven wenst te betalen, stuurt de netbeheerder hem een factuur die van een afbetalingsplan vergezeld gaat. De duur en de modaliteiten van dat afbetalingsplan worden door de minister bepaald op voorstel van de CWaPE.

**Art. 18.** § 1. De netbeheerders zijn in samenspraak met de CWaPE en de leveranciers verantwoordelijk voor het ontwerpen, ten uitvoer leggen en exploiteren van een gemeenschappelijk systeem voor de bevoorrading van de budgetmeter. Dat systeem kan ingeschakeld worden op het gezamenlijke grondgebied en maakt, tenminste tijdens de werkuren, de bevoorrading van de budgetmeter mogelijk in elke gemeente die vanaf uiterlijk 1 januari 2007 over minstens één gasdistributiezone beschikt.

Na één jaar werking en na evaluatie zorgen de netbeheerders voor de aanpassing van het aantal punten van terbeschikkingstelling van dat systeem om in te spelen op het daadwerkelijk vastgestelde aantal opladingen.

§ 2. Zolang het in § 1 bedoelde systeem niet geïnstalleerd is, zorgt de distributienetbeheerder ervoor dat elk lokaal dat toegankelijk is voor het publiek en dat minstens over één bevoorradingspunt voor het budgetsysteem beschikt, tenminste gedurende de werkuren toegankelijk is.

**Art. 19.** § 1. Overeenkomstig de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen vervult de netbeheerder de taken en verplichtingen die hem krachtens het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan ten laste vallen om de eindafnemers die aangesloten zijn op het netwerk dat hij beheert, een ononderbroken of met de modaliteiten van onderbreekbaarheid overeenstemmende toegang tot een stabiel uurdebiet en spanningsniveau te waarborgen, behalve overmacht.

§ 2. In geval van geprogrammeerde onderbreking verwittigt de netbeheerder de betrokken afnemers, met inachtneming van de termijnen en de procedures waarin het technisch reglement betreffende het beheer van de distributienetten voorziet.

Elke onderbreking van de bevoorrading die te wijten is aan een technisch probleem op het net wordt zo spoedig mogelijk hersteld.

Behalve overmacht is de netbeheerder verantwoordelijk voor het integrale herstel van alle schade die door zijn schuld of bij gebrek aan voorzorg zijnerzijde veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de spanning of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. het technisch reglement en de overeenkomsten. De CWaPE kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange onderbreking. De CWaPE brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

**Art. 20.** § 1. De distributienetbeheerder verstrekt de gebruikers van het net of elke door hen gemandateerde persoon de nodige informatie voor een vlotte toegang tot het net.

§ 2. Om de continuïteit van de levering te waarborgen en de eindafnemer daarbij in aanmerking te laten blijven komen, verstrekt de netbeheerder binnen hoogstens acht werkdagen de meetgegevens op grond waarvan een leverancier een prijsophaal voor gaslevering aan een eindafnemer kan overleggen.

De gegevens worden overgemaakt op verzoek van de eindafnemer of van elke door hem gemandateerde persoon.

De verstrekking van de gegevens bedoeld in de vorige paragraaf is het voorwerp van een tarifiering die opgenomen wordt in de tariefvoorstellen van de netbeheerders.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel bedraagt de termijn bedoeld in § 2, eerste lid, zestien werkdagen tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007.

**Art. 21.** Bij de aansluiting verschaft de netbeheerder de afnemer elk door de minister voorgeschreven document betreffende de maatregelen ter bevordering van rationeel energiegebruik.

**Art. 22.** De netbeheerder kan de levering opschorten als er bewezen kan worden dat een afnemer gefraudeerd heeft. Hij informeert zo spoedig mogelijk de leverancier overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling.

De levering kan opgeschort worden zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld resulterend uit de fraude en van de kosten veroorzaakt door de opschorting en het herstel van de levering.

**Art. 23.** Ingevolge de kennisgeving bedoeld in artikel 10 wijzigt de distributienetbeheerder de gegevens van het toegangsregister betreffende betrokken EAN-code.

Bij gebrek aan kennisgeving door een nieuwe leverancier voor die code vanaf de datum van stopzetting van het vorige leveringscontract laat hij onmiddellijk overgaan tot de onderbreking van de aansluiting.

#### Onderafdeling 2. — Netuitbreiding

**Art. 24.** De netuitbreidingen bestaan in de nieuwe distributieleidingen en in de collectieve aansluitingen die geen individuele aansluitingen zijn en die dienen om op geschikte wijze in te spelen op de ontwikkelingsnoden van bedoeld net.

**Art. 25.** Als één of meer leveranciers op basis van een commerciële studie de netbeheerder informeert (informeren) dat potentiële afnemers een gasaansluiting wensen, leggen zij hem een dossier met een aanvraag tot netuitbreiding voor.

Dat dossier bevat o.a. :

1° een situatieplan van de uit te voeren potentiële aansluitingen;

2° de eventuele technische specificiteiten betreffende de bevoorrading van één of meer afnemers, m.i.v. de opnemingsmodaliteiten;

3° een afschrift (eventueel zonder de commercieel gevoelige gegevens die niet nodig zijn voor het onderzoek van het dossier) van de schriftelijke verbintenissen van de potentiële consumenten, met vermelding van o.a. het verwachte verbruik van betrokken afnemers;

4° een schatting van de bijkomende potentiële aanvraag, nog niet bevestigd door schriftelijke verbintenissen vanwege potentiële afnemers, vergezeld van de berekeningsmethode en de onderliggende hypothesen.

**Art. 26.** Het (de) dossier(s) bedoeld in artikel 25, aangelegd in twee exemplaren, wordt (worden) aan de netbeheerder overgemaakt, hetzij bij ter post aangetekend schrijven, hetzij elektronisch met bericht van ontvangst. De netbeheerder beschikt over 30 dagen om aanvullende gegevens te vragen; na afloop van die termijn wordt de aanvraag geacht volledig te zijn. De aanvragers kunnen om de tussenkomst van de CWaPE vragen in geval van opeenvolgende verzoeken om nadere gegevens die ze ongegrond of opschortend zouden achten.

**Art. 27.** § 1. De netbeheerder geeft de aanvragers kennis van de termijn die nodig is om het onderzoek uit te voeren; die termijn bedraagt hoogstens drie maanden, te rekenen van de datum van de definitieve ontvangst van de aanvraag.

De netbeheerder neemt alle in de loop van de laatste twaalf maanden ingediende en nog steeds lopende dossiers in aanmerking om na te gaan of de geplande uitbreiding economisch gerechtvaardigd is. De geografisch aangrenzende uitbreidingen of uitbreidingsprojecten worden eveneens in aanmerking genomen.

Om vast te stellen of de uitbreiding economisch gerechtvaardigd is, wordt rekening gehouden met de gezamenlijke gegevens waar ze betrekking op heeft, m.i.v. de geplande individuele aansluitingen.

Om de rendabiliteit te berekenen legt de netbeheerder een verband tussen de door de nieuwe aansluitingen verwachte bijkomende ontvangsten en de uitgaven i.v.m. de geplande uitbreiding, met inachtneming van de methode bedoeld in paragraaf 3.

§ 2. De netbeheerder deelt binnen tien dagen na afloop van het onderzoek van het dossier mee dat hij zich voor of tegen de uitbreiding uitspreekt.

Als uit het onderzoek blijkt dat de uitbreiding economisch ongerechtvaardigd is, kunnen de aanvragers tegen de beslissing van de netbeheerder een beroep instellen bij de CWaPE, die zich uitspreekt binnen vijftig dagen na ontvangst van het beroep, onverminderd artikel 32, 3°, b., vierde lid, van het decreet.

§ 3. De rendabiliteit van een uitbreiding wordt berekend volgens de methode van de huidige nettowaarde. De uitvoerige modaliteiten tot toepassing van die methode en de in aanmerking te nemen parameters worden nader bepaald door de minister.

**Art. 28.** De netbeheerder onderzoekt de netuitbreidingsaanvragen van elke belanghebbende derde overeenkomstig de methode bedoeld in artikel 27, § 3.

#### Afdeling 2. — Inzameling van gegevens

**Art. 29.** De netbeheerder bezorgt de CWaPE jaarlijks uiterlijk 31 maart onderstaande gegevens over het afgelopen kalenderjaar. Die gegevens worden elektronisch verstrekt aan de hand van het door de CWaPE afgeleverde formulier :

1° het aantal opnemingspunten en het globale verbruik, verdeeld per type afnemers (professionele en residentiële), en voor de professionele afnemers, per activiteitensector overeenstemmend met de NACE-BEL-code met 4 cijfers of, bij gebreke daarvan, zoals bepaald door de Administratie;

2° de personalia (EAN-code en adres), ingedeeld in dalende volgorde van verbruik, van de aangesloten professionele afnemers, alsmede hun activiteitensector zoals bepaald in 1°;

3° de kWu geïnjecteerd in het net door elke productie-installatie die erop aangesloten is;

4° de kWh geïnjecteerd in en opgenomen van elk ander netwerk;

5° het aantal afsluitingen per spanningsniveau, alsook de oorzaak, lokalisatie en duur ervan;

6° alle informatie over netuitbreidingen.

De CWaPE maakt deze gegevens onmiddellijk over aan de Administratie.

HOOFDSTUK IV. — *Openbare dienstverplichtingen van sociale aard**Afdeling 1. — Levering aan beschermde afnemers*

**Art. 30.** De netbeheerder die krachtens artikel 9 van het decreet aan een beschermde afnemer levert, wordt beschouwd als leverancier van de beschermde afnemer.

**Art. 31.** § 1. Als de afnemer beschermd is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De beschermde afnemer laat zijn briefwisseling vergezeld gaan van alle nodige bewijsstukken.

Na advies van de CWaPE bepaalt de minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, § 1, 3°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt de aanvraag van het statuut van beschermde afnemer om de vijf jaar hernieuwd. In dit geval wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent.

Voor de overige categorieën personen bedoeld in artikel 33 van hetzelfde decreet wordt de aanvraag jaarlijks hernieuwd. In dit geval wordt het document ingevuld hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar.

§ 3. De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer.

*Afdeling 2. — Procedure van toepassing op residentiële afnemers in geval van wanbetaling*

**Art. 32.** § 1. Als de afnemer het bedrag van de factuur niet heeft betaald binnen de voorgeschreven termijn, stuurt de leverancier een herinneringsbrief waarin hoe dan ook de volgende gegevens voorkomen :

1° de nieuwe betalingstermijn, die minstens tien dagen bedraagt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een betalingsplan op te stellen;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de mogelijkheid de netbeheerder te verzoeken om de plaatsing van een budgetmeter;

4° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mededeling van zijn naam aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behoudens uitdrukkelijke weigering zijnentwege.

De herinneringsbrief vermeldt eveneens uitdrukkelijk de modaliteiten die van toepassing zijn op de beschermde afnemer, meer bepaald de voorwaarden waaronder de netbeheerder de plaatsing van de budgetmeter voor zijn rekening neemt.

§ 2. De standaard-herinneringsbrief bedoeld in § 1 wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de CWaPE, die over dertig werkdagen beschikt om zich uit te spreken.

**Art. 33.** Als de afnemer op de vervaldatum die vastligt in de in artikel 32 bedoelde herinneringsbrief :

1° hetzij het bedrag van de factuur niet heeft betaald;

2° hetzij niet heeft verzocht om de plaatsing van een budgetmeter;

3° hetzij geen betalingsplan is overeengekomen met de bevoegde dienst van de leverancier;

4° hetzij de leverancier niet op de hoogte heeft gebracht, op grond van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de erkende dienst voor schuldbemiddeling, van de onderhandelingen gevoerd om een afbetalingsplan overeen te komen, stuurt de leverancier hem een aangetekende aanmaning.

In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat hij tot wanbetaler zal worden verklaard als hij geen oplossing voorstelt binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning, en dat ambtshalve een budgetmeter bij hem geplaatst zal worden.

*Afdeling 3. — Wanbetaling van een residentiële afnemer en plaatsing van een budgetmeter*

**Art. 34.** § 1. Als een afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, richt de leverancier aan de netbeheerder een verzoek tot plaatsing van een budgetmeter bij bedoelde afnemer, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling. Als het gaat om een beschermde afnemer, voegt de leverancier de in artikel 31 bedoelde documenten bij.

§ 2. De leverancier richt op dezelfde datum een afschrift van dat verzoek aan de afnemer en verwittigt hem dat zijn personalia aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn meegedeeld zullen worden, behalve verzet zijnentwege dat binnen vijf dagen aan de leverancier betekend wordt.

§ 3. Behoudens verzet van de afnemer, maakt de leverancier zijn personalia aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn over binnen tien dagen na het verzoek tot plaatsing van de budgetmeter.

§ 4. Als de wanbetaler de plaatsing van de budgetmeter overeenkomstig de in het vorige artikel bedoelde procedure weigert of hindert, wordt zijn gaslevering door de netbeheerder opgeschort op verzoek van de leverancier.

In dat geval worden de kosten van de opschorting en van het latere herstel van de levering door de afnemer gedragen.

§ 5. Als de wanbetaler een beschermde afnemer is, wordt de netbeheerder ermee belast aan deze afnemer te leveren vanaf de datum waarop de budgetmeter geplaatst wordt.

§ 6. De minister bepaalt de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter.

**Art. 35.** § 1. Als een afnemer die over een budgetmeter beschikt waarvan het voorafbetalingssysteem gedisactiveerd is tot wanbetaler verklaard wordt, gelast de leverancier de netbeheerder, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling, de parameters van de oplaadbare kaart van de afnemer, of elk ander gelijkwaardig systeem, binnen vijftien dagen te laten wijzigen, om het voorafbetalingssysteem te activeren. De leverancier geeft de afnemer en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk kennis van het verzoek dat aan de netbeheerder is gericht.

§ 2. Als de wanbetaler de activering van een budgetmeter overeenkomstig de in dit artikel omschreven procedure weigert of hindert, wordt zijn elektriciteitslevering door de netbeheerder opgeschort op verzoek van de leverancier.

In dat geval worden de kosten van de opschorting en van het latere herstel van de levering door de afnemer gedragen.

§ 3. Zodra het voorafbetalingssysteem geactiveerd is, wordt de netbeheerder met de levering belast als de afnemer beschermd is.

§ 4. De minister bepaalt de procedure voor de activering van het voorafbetalingssysteem.

**Art. 36.** § 1. De bepalingen van artikel 17, §§ 2, 4 en 5, zijn toepasselijk in het kader van het verzoek bedoeld in artikel 34, § 1.

§ 2. Met inachtneming van de door de CREG goedgekeurde aansluitingstarieven mag het aandeel van de wanbetaler in de plaatsingskosten van de budgetmeter niet hoger zijn dan een geïndexeerd bedrag van 150 euro, alle taksen inbegrepen.

§ 3. Als de wanbetaler een beschermde afnemer is, worden de plaatsingskosten van de budgetmeter evenwel door de netbeheerder gedragen.

**Art. 37.** De leverancier geeft de afnemer kennis van het juiste bedrag van de bestaande schuld bij de plaatsing van de budgetmeter, incl. de kosten van de procedure die er aan vooraf gaat. De invordering van die schuld mag in geen geval afgetrokken worden van de betalingen i.v.m. het verbruik van na de plaatsing van de budgetmeter.

**Art. 38.** Als een afnemer de schulden i.v.m. zijn gasverbruik vereffend heeft, mag hij zijn leverancier erom verzoeken het voorafbetalingssysteem gratis te laten desactiveren.

**Art. 39.** De procedure bedoeld in de artikelen 34 tot 37 kan elk ogenblik opgeschort worden als de partijen een regeling vinden voor de betaling van de schuld. De niet inachtneming van een betalingsplan voor de regeling van de schuld, dat aangetekend aan de afnemer gericht wordt, heeft van rechtswege de hervatting van de procedure als gevolg.

**Art. 40.** Als de beschermde afnemer zijn budgetmeter niet meer kan bevoorraden tussen 15 november en 15 maart in zijn woonplaats die hij als hoofdverblijfplaats gebruikt, geeft hij de distributienetbeheerder schriftelijk kennis daarvan. Deze laatste maakt de zaak aanhangig bij de Commissie.

In afwachting van de beslissing van de Commissie, levert de distributienetbeheerder onmiddellijk bevoorradingskaarten of elk ander gelijkwaardig systeem af om op de behoeften van de beschermde afnemer te kunnen in spelen. Het bedrag i.v.m. die levering blijft voor rekening van de beschermde afnemer.

Al naar gelang de toestand van de afnemer beslist de Commissie over de voortzetting van de levering voor de periode bedoeld in het eerste lid, over de toepassingsperiode ervan en over de tenlasteneming van de kost ervan vóór haar beslissing, enerzijds, en na haar beslissing, anderzijds.

Het Energiefonds draagt de kosten van de gasleveringen overeenkomstig de beslissing van de Commissie. In dergelijk geval blijven 30 % van de factuur i.v.m. die verbruiken voor rekening van de afnemer en worden het ter beschikking gestelde gasvolume, de gegevens waarop die schatting berust alsook de toepassingsperiode nader bepaald in de beslissing.

De instandhouding van het mechanisme bedoeld in het tweede lid en de tegemoetkoming van het "Energiefonds" zijn uitgesloten als de Commissie tot de evidente slechte wil van de afnemer besluit.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle door de CWaPE*

**Art. 41.** De CWaPE kan van de leveranciers en netbeheerders alle informatie en stukken eisen die nodig zijn om na te gaan of ze aan hun openbare dienstverplichtingen voldoen. De CWaPE kan controle ter plaatse uitvoeren.

**Art. 42.** § 1. De leverancier maakt jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens over aan de CWaPE :

- 1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;
- 2° het aantal rappels;
- 3° het aantal aanmaningen;
- 4° het aantal wanbetalers, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen beschermde en onbeschermde afnemers;
- 5° het aantal aanvaarde betalingsplannen en de gemiddelde maandelijkse betaling;
- 6° het aantal niet nageleefde betalingsplannen;
- 7° het aantal dossiers overgemaakt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
8. 8° het aantal aanvragen tot plaatsing van budgetmeters, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de plaatsingen op verzoek van de leverancier, die op verzoek van de afnemer of van de beschermde afnemer, alsook het aantal effectieve plaatsingen;

9° het bedrag van de gemiddelde schuld bij de plaatsing van de budgetmeter;

10° elke ander geaggregeerd gegeven bepaald door de CWaPE.

§ 2. De netbeheerder maakt jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens over aan de CWaPE :

1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;

2° het aantal plaatsingen van budgetmeters, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de plaatsingen op verzoek van de leverancier en die op verzoek van de afnemer of van de beschermde afnemer.

**Art. 43.** Overeenkomstig artikel 36, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, maakt de CWaPE een uitvoerig rapport over de uitvoering van de openbare dienstverplichtingen opgelegd aan de leveranciers en de netbeheerders.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 44.** De netbeheerder plaatst de budgetmeter zo spoedig mogelijk binnen het jaar na de inwerkingtreding van hoofdstuk IV, afdeling III, van dit besluit, in afwijking van de plaatsingstermijn bedoeld in de artikelen 17 en 34.

**Art. 45.** § 1. Dit artikel is toepasselijk zolang de bepalingen van afdeling III van hoofdstuk IV van dit besluit niet in werking getreden zijn.

§ 2. Als een residentiële afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, stuurt de leverancier hem een schrijven waarin hij de procedure voor de opschorting van de gaslevering nader bepaalt. Gelijktijdig maakt hij de zaak aanhangig bij de Commissie.

De leverancier mag de levering aan de residentiële afnemer niet opschorten voordat hij kennis genomen heeft van de beslissing van de Commissie.

§ 3. De Commissie brengt binnen dertig dagen na de aanhangigmaking advies uit over de beslissing waarbij de leverancier de levering opschort.

Te dien einde moet de residentiële afnemer per aangetekend schrijven opgeroepen worden om gehoord te worden indien hij het wenst en mag hij zich door een adviseur laten bijstaan of vertegenwoordigen. De leverancier moet aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden. De Commissie kan op geldige wijze beslissen als de afnemer zich niet heeft gemeld op de datum die in de oproeping vermeld staat.

De Commissie spreekt zich uit bij meerderheid van de leden. Bij staking van stemmen is het advies dat de onderbreking ongunstig is doorslaggevend. Het advies van de Commissie wordt binnen zeven dagen bij aangetekend schrijven aan de residentiële afnemer en aan de leverancier gericht.

§ 4. Als de onderbreking het voorwerp is van een gunstig advies, mag ze ten vroegste vijf dagen na de datum van verzending van het in § 3 bedoelde aangetekend schrijven doorgevoerd worden.

§ 5. Als de onderbreking het voorwerp is van een ongunstig advies, gaat het vergezeld van een voorstel betreffende de termijnen en de opdeling van de door de residentiële afnemer terug te betalen schuldvorderingen. De residentiële afnemer verbindt zich ertoe dat terugbetalingsplan in acht te nemen.

§ 6. Als de residentiële afnemer zich niet verbindt tot de inachtneming van het terugbetalingsplan of zijn verbintenis niet nakomt, kan de levering daadwerkelijk opgeschort worden.

Te dien einde richt de leverancier een schrijven aan de residentiële afnemer waarin hij hem kennis geeft van de datum van opschorting van de levering. De opschorting mag niet plaatsvinden vóór een termijn van vijf dagen die ingaat op de datum van die kennisgeving.

§ 7. Tussen 15 november en 15 maart mag geen enkele onderbreking doorgevoerd worden bij een residentiële afnemer. Die periode kan door de minister verlengd worden als bijzondere weersomstandigheden het rechtvaardigen.

De leveringen die tussen 15 november en 15 maart geboekt worden, blijven voor rekening van de residentiële afnemer.

**Art. 46.** Het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 47.** Dit besluit treedt in werking zestig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van hoofdstuk IV, afdeling III, waarvan de inwerkingtreding door de minister bepaald wordt.

**Art. 48.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Energiebeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE